



ETAT DES LIEUX DE LA CONVENTION DE SECURITE SOCIALE ENTRE LE MAROC ET L'ITALIE



Jamal CHENTOUF

ETAT DES LIEUX DE LA CONVENTION DE SECURITE SOCIALE ENTRE LE MAROC ET L'ITALIE

Jamal CHENTOUF

Juin | 2018



La Fondation Friedrich Ebert, l'équipe du projet PROMIG-FES (2017-2020), le RSMMS et l'auteur tiennent à remercier l'ensemble des institutions et personnes ayant contribué à ce travail.

La présente publication « **Etat des lieux de la convention de sécurité sociale entre le Maroc et l'Italie** » a été réalisée dans le cadre du projet international « **Promoting Migration Gouvernance** » **PROMIG-FES (2017-2020)** de la Fondation Friedrich Ebert en Tunisie.

Ce projet est financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et de Développement (BMZ).

PROMIG-FES (2017-2020) est conçu autour de l'idée de promouvoir le rôle des partenaires sociaux, et notamment des syndicats, dans la gouvernance concertée des migrations et de la mobilité basée sur les droits et le dialogue social. Ce projet est développé autour d'une approche multi-acteurs favorisant la coopération et la coordination entre les différentes parties-prenantes. Il s'inscrit dans une approche multidimensionnelle des migrations de travail, avec des activités pilotes qui serviront à alimenter une réflexion alternative à l'approche sécuritaire.

PROMIG-FES (2017-2020) est un partenaire stratégique du RSMMS.

Le **Réseau Syndical Migrations Méditerranéennes Subsahariennes (RSMMS)** regroupe des syndicats africains et européens afin de promouvoir les droits des migrants dans l'espace méditerranéen et subsaharien (voir la Déclaration de Casablanca constitutive du Réseau, 8 août 2014). La coordination générale du Réseau est actuellement assurée par l'UGTT.

L'absence de convention bilatérale entre le Maroc et l'Italie a fait l'objet d'une attention particulière des membres du Réseau. Cette étude a donc constitué un document de référence lors de l'atelier conjoint **UMT, CDT, CGIL & INCA** : « **La convention bilatérale Maroc-Italienne : état des lieux d'un blocage - Quel rôle des syndicalistes pour le déblocage ?** », tenu les 20 - 21 novembre 2017 à Casablanca, avec le soutien technique du Bureau Maroc de la Fondation Friedrich Ebert. Un plaidoyer a été mené sur cette base auprès des autorités marocaines et italiennes pour réactiver le dialogue autour de la convention.



Les opinions et les analyses exprimées dans cette publication n'engagent que leur auteur. Elles ne représentent pas la position de la Fondation Friedrich Ebert ou du projet PROMIG-FES (2017-2020).

Publication :

Fondation Friedrich Ebert – Bureau de Tunisie & Bureau du Maroc et RSMMS. 2018. « **Etat des lieux de la convention de sécurité sociale entre le Maroc et l'Italie** ». Série du projet PROMIG-FES (2017-2020), n° 3/2018.

Contact :

Fondation Friedrich Ebert - Bureau de Tunisie

4, rue Bachar Ibn Bord

2078 La Marsa – Corniche

Tél. : (+216) 71 77 53 43

E-mail : promig@fes-tunisia.org

www.fes-mena.org

Fondation Friedrich Ebert - Bureau du Maroc

B.P. 1769 / 9 Rue Hamza

10080 Agdal – Rabat

Tél. : (+212) 537 67 50 57

E-mail : fes@fes.org.ma

Conception graphique :

Anis Menzli - ALPHAWIN STUDIO

Sommaire

Introduction

1. Conventions internationales signées par le Maroc

2. Migration marocaine en Italie

Conclusions

Bibliographie

Annexe

Table des matières





Sigles et abréviations

CDT : Confédération Démocratique du Travail

CGIL : Confederazione Generale Italiana del Lavoro (Confédération Générale Italienne du travail)

CLEISS : Caisse des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale

CMR : Caisse Marocaine des Retraites

CMU : Couverture Médicale Universelle

CNSS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale

GCC : Conseil de Coopération du Golfe

GMFD : Global Forum on Migration and Development

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONU : Organisation des Nations Unies

RCAR : Régime Collectif des Allocations et de la Retraite

RMI : Revenu Minimum d'Insertion

RSMMS : Réseau Syndical Migrations Méditerranéennes Subsahariennes

UMA : Union Maghreb Arabe

UMT : Union Marocaine des Travailleurs



Introduction

Depuis plusieurs années, le Maroc a intégré la gouvernance des migrations comme une thématique favorable à la lutte coordonnée des syndicats et au renforcement du dialogue social autour des politiques migratoires du Royaume. Les syndicats ont accès à un certain nombre de mécanismes institutionnels qu'il serait possible d'activer avec cohérence. Les vagues de régularisation se heurtent à la nécessité de mettre à niveau la législation/réglementation ainsi que la construction d'une gouvernance active basée sur la responsabilisation des communautés et l'implication de la société civile.

C'est dans ce cadre qu'il a été décidé par la troisième Assemblée Générale du RSMMS (février 2017) de se mobiliser au niveau national pour développer des actions de plaidoyer, d'information et des partenariats avec les acteurs de la société civile, des collectivités locales, pour la défense des droits des travailleurs migrants et la promotion d'une gouvernance équitable des migrants.

L'agenda international GMFD 2018 qui se tient au Maroc est également un facteur opportun pour la promotion du dialogue entre l'ensemble des parties prenantes. Dans le cadre d'une telle dynamique, le mouvement des travailleurs est appelé à contribuer d'une manière plus visible et plus effective. La portabilité des droits sociaux est un des axes majeurs de ce projet régional de la Fondation Friedrich Ebert, notamment en Tunisie et au Maroc.

Conscients du potentiel de ce levier de coopération, les syndicats marocains UMT et CDT, en partenariat avec le syndical italien CGIL et l'agence italienne INCA, ont choisi comme thématique de départ la portabilité des droits sociaux (retraite, assurance maladie, allocation familiale...) entre le Maroc et l'Italie dans le cadre de la convention bilatérale de sécurité sociale.

Pour ce faire et en préparation de cet événement qui a eu lieu en novembre 2017, la FES a initié une étude sur l'état des lieux de la convention de sécurité sociale entre le Maroc et l'Italie, en vue d'outiller l'action des syndicats qui militent pour l'effectivité et la mise en œuvre de cette convention assurant la portabilité des droits sociaux aux migrants en mobilité entre les deux pays.

1. Conventions internationales signées par le Maroc

1.1. Notions générales

La sécurité sociale est un droit de l'homme, consacré en tant que tel dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) et dans d'autres instruments importants des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

Les conventions de sécurité sociale sont des accords à caractère international signés entre le Maroc et des pays étrangers en vue de garantir la coordination en matière de sécurité sociale entre le pays d'accueil et celui d'origine et de permettre la portabilité des droits sociaux des travailleurs et des membres de leur famille.

La sécurité sociale est une prérogative publique de souveraineté nationale ; chaque pays reste libre de définir et d'appliquer ses propres règles.

A cette fin, l'OIT a adopté des conventions et des recommandations relatives à la sécurité sociale établissant des obligations et des lignes directrices pour les Etats. Ces normes internationales ont grandement contribué au développement dans le monde de lois portant sur la sécurité sociale et à l'inscription de la sécurité sociale en tant que droit de l'homme. La stratégie de l'OIT sur l'extension de la protection sociale repose sur la stratégie bidimensionnelle adoptée par la 100^e session de la Conférence internationale du travail en 2011. Cette approche bidimensionnelle vise à la mise en œuvre rapide de socles nationaux de protection sociale.

Les quatre principes fondamentaux :

- Vous êtes couvert par la législation d'un seul pays et vous ne payez donc les cotisations que dans ce pays. Ce sont les organismes de sécurité sociale qui décident de la législation dont vous relevez ;
- Vous avez les mêmes droits et obligations que les ressortissants du pays dans lequel vous êtes couvert. C'est ce qu'on appelle le principe d'égalité de traitement ou de non-discrimination ;
- Vos précédentes périodes d'assurance, de travail ou de résidence dans d'autres pays seront éventuellement prises en compte dans le calcul des prestations dues ;
- Si vous avez droit à une prestation en espèces dans un pays, vous pourrez en principe la percevoir même si vous ne vivez pas dans ce pays. C'est ce qu'on appelle le principe de l'exportabilité.

Les différents types de protection sont :

- Une logique d'assurance sociale. Les prestations sont financées par des cotisations assises sur les salaires ; elles sont versées aux assurés et à leurs ayants droit dans la mesure où ils ont cotisé pour en bénéficier ;
- Une logique d'assistance, qui établit une solidarité entre les personnes pour lutter contre les différentes formes de pauvreté. Son objectif est d'assurer un revenu minimum (RMI, allocation adulte handicapé, CMU...) attribué sous condition de ressources, mais sans cotisations préalables ;
- Une logique de protection universelle, qui couvre certaines catégories de dépenses pour tous les individus de façon uniforme, sans conditions de ressources ni de cotisations : c'est le cas des allocations familiales.

Ainsi, pour assurer le portage des droits, les Etats font jouer d'autres mécanismes basés sur des accords, dont on cite les plus importants :

- Accords internationaux : conventions de l'OIT, Conventions de l'ONU
- Accords communautaires : accords d'association ou de coopération, Règlements européens
- Accords multilatéraux : loi unifiée (ex. GCC), Accords multilatéraux (ex : UMA)
- Accords bilatéraux : convention entre le Maroc et la France.

La convention bilatérale de sécurité sociale fonctionne selon les mécanismes suivants :

- Assujettissement à la législation du pays d'emploi, sous certaines réserves (détachement) ;
- Egalité de traitement et réciprocité, indépendamment de la nationalité ;
- Détermination de la législation applicable (la territorialité) ;
- Droit au transfert des prestations garanties par ces conventions : principe de l'exportation des prestations) ;

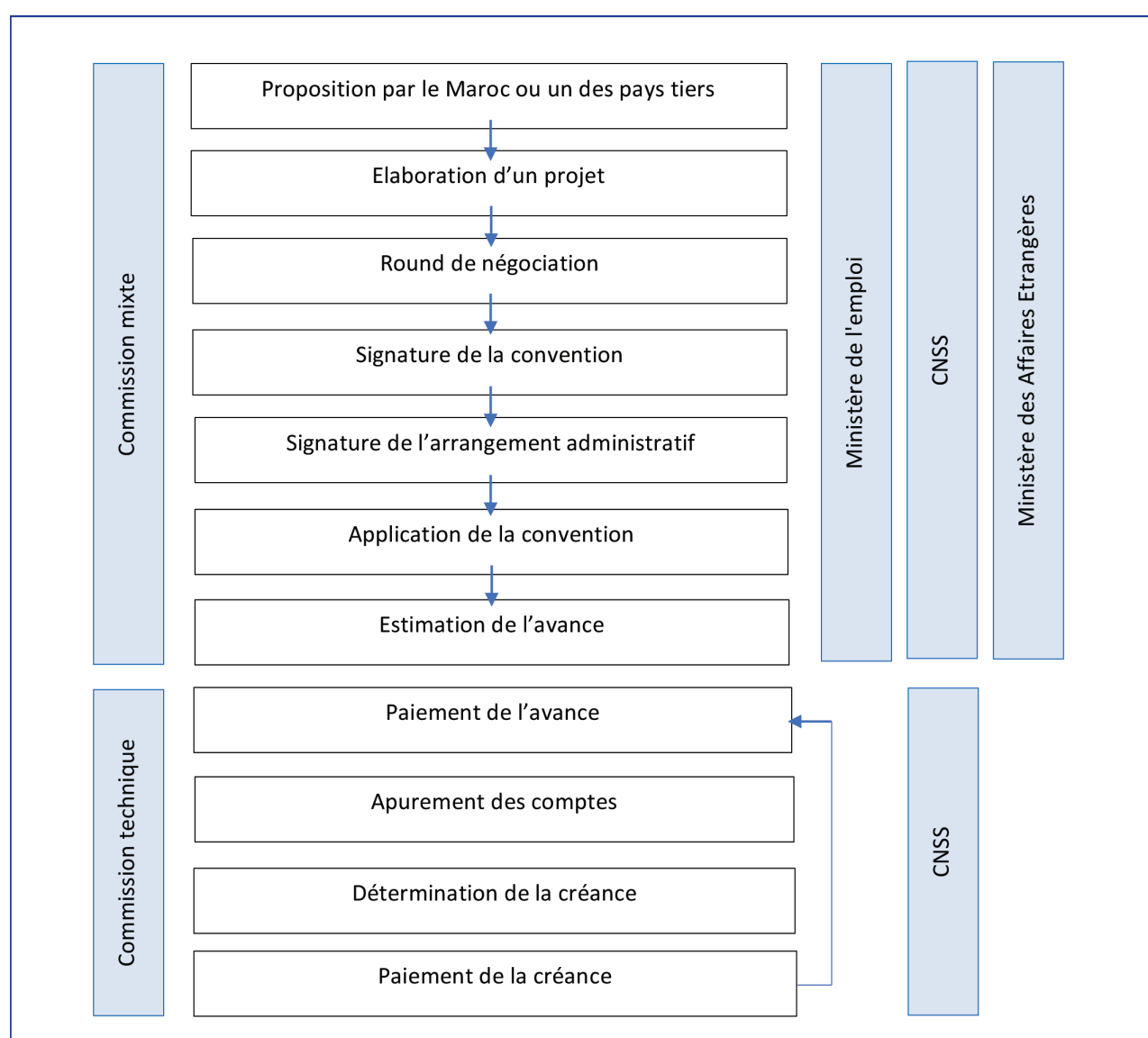
- Conservation des droits acquis et en cours d'acquisition ;
- Totalisation des périodes d'assurance (coordination des régimes de sécurité sociale) ;
- Coopération administrative entre les différentes institutions de sécurité sociale.

Sur le plan pratique, un arrangement administratif est conclu en vue de définir et arrêter les procédures administratives relatives à l'application de chaque convention.

L'entrée en vigueur de la convention signée et ratifiée par les pays signataires n'est définitive qu'après l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises et après échange de lettres de ratification par voie diplomatique.

1.2. Genèse et cycle de vie d'une convention

Fig. 1. Cycle de vie d'une convention



Source : CNSS, J. Chentouf, 2006.

1.3. Conventions signées par le Maroc : état des lieux

Depuis les années 1960, la Maroc a entrepris :

- des efforts de coopération en matière de sécurité sociale avec certains pays européens ;
- la concrétisation par la conclusion de plusieurs conventions bilatérales et multilatérales.

Le besoin de rapprocher les législations de sécurité sociale est né de :

- l'importance de la communauté marocaine à l'étranger ;
- la préparation du retour des travailleurs au pays d'origine après l'indépendance.

Leur application est censée permettre aux Marocains résidant à l'étranger de conserver leurs droits, en tout temps et même au-delà des frontières lorsqu'ils se déplacent. Que cela soit dans un pays tiers avec convention, lors de séjours temporaires dans le pays d'origine, lors d'un transfert de résidence des suites d'une invalidité, ou après un retour définitif dans le pays d'origine, le ressortissant marocain peut garder ses acquis.

Les principaux accords signés par le Maroc sont :

- Les accords internationaux
 - Conventions de l'ONU
 - Conventions de l'OIT
 - Conventions du Conseil de l'Europe (en cours)
- Les accords régionaux ou communautaire :
 - Accords d'association (Union du Maghreb Arabe-UMA)
- Les accords bilatéraux :
 - Conventions bilatérales de sécurité sociale

Le champ d'application personnel :

- Toutes les conventions couvrent les salariés du secteur privé ;
- Certaines d'entre elles intègrent même les non-salariés ;
- La nouvelle convention Maroc – France couvre aussi les fonctionnaires civils et militaires, les agents non titulaires de l'Etat, les agents des collectivités publiques et les agents des établissements publics ;
- Les autres conventions avec les pays membres de l'Union européenne seront révisées également dans un sens plus large de personnes protégées.

Le champ d'application matériel :

- La législation sur le régime de sécurité sociale ;
- La législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- Les dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique et relatives à des régimes particuliers de sécurité sociale autant qu'elles couvrent des salariés ou des assimilés et qu'elles concernent des risques et prestations de la sécurité sociale ;
- La législation sur le Régime de la Caisse Marocaine des Retraites (CMR) ;

- La législation sur le Régime Collectif d'Allocation de Retraite (RCAR) ;
- La législation sur la Mutualité au Maroc (CNOPS).

Quelques conventions prennent également en compte les réfugiés et/ou apatrides (Allemagne, Italie et Portugal).

Précisons cependant que certaines catégories de migrants ne sont, la plupart du temps, pas prises en compte par les conventions. C'est le cas en particulier pour les :

- migrants en situation irrégulière (clandestins compris),
- migrants inactifs,
- réfugiés et apatrides,
- travailleurs saisonniers,
- travailleurs indépendants.

Tab. 1. Le champ personnel des principales conventions bilatérales signées par le Maroc

Pays	Champ personnel
Algérie	Travailleurs et leurs ayants droit
Allemagne	Les travailleurs salariés ou assimilés et leurs ayants droits, les marins de la marine marchande ressortissants, apatrides et réfugiés résidents
Belgique	Travailleurs, apatrides ou réfugiés (résidents), membres de leurs familles et leurs survivants
Canada	Travailleurs (et personnes à charge pour le Canada), membres de leurs familles et leurs survivants.
Danemark	Ressortissants des 2 pays
Egypte	Travailleurs et leurs ayants droit
Espagne	Les travailleurs salariés ou assimilés et leurs ayants droit, les marins de la marine marchande.
France	Travailleurs (salariés ou non pour la France) et les fonctionnaires civils et militaire personnel des collectivités locales et personnel des établissements publics, personnel soumis au régime RCAR, ainsi que leurs ayants droit
Italie	Travailleurs ressortissants de deux Etats contractants ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants, agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics, réfugiés, membres de la famille des personnes citées ci-dessus
Libye	Travailleurs et leurs ayants droit
Luxembourg	Travailleurs salariés du secteur privé, agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics, réfugiés, membres de la famille des personnes citées ci-dessus.
Pays-Bas	Travailleurs ou assimilés, membres de leurs familles et leurs survivants (sauf les fonctionnaires diplomatiques)
Portugal	Travailleurs, apatrides ou réfugiés (résidents), membres de leurs familles et leurs survivants
Québec	Travailleurs, personnes à charge, et leurs survivants
Roumanie	Ressortissants des 2 pays, sauf le personnel diplomatique et les ressortissants exerçant au titre de la coopération.
Suède	Ressortissants des 2 pays, apatrides et réfugiés sauf les représentants diplomatiques
Tunisie	Travailleurs et leurs ayants droit

Source : CNSS, 2017

1.4. Organisme de liaison

Dans le cadre des conventions internationales, la CNSS joue un double rôle :

- organisme de liaison et institution compétente pour son propre régime ;
- organisme de liaison entre les organismes marocains de couverture sociale et ceux de l'étranger.

Cette fonction lui confère de nouvelles tâches qui se résument comme suit :

- Saisir les institutions compétentes pour les demandes de prestations ;
- Demander des informations ou des contrôles administratifs ou médicaux sollicités par les caisses ;
- Recevoir des caisses étrangères les demandes de prise en charge au titre de soins de santé ;
- Déterminer l'organisme compétent pour chaque cas afin de lui transmettre la demande pour attribution ;
- Apurer les comptes soins de santé avec les caisses étrangères ;
- Apurer les comptes avec les institutions compétentes marocaines.

Tab. 2. Récapitulatif des régimes marocains prévus par les différentes conventions de sécurité sociales

Convention / date entrée en vigueur	Régime CNSS	Régime A.T/M.P.	Régime Particulier	Régime CMR	Régime RCAR	Régime Mutualiste
France : *Ancienne convention de 1965	X	X	X			
*Nouvelle convention de 01/06/2011	X	X	X	X	X	X
Espagne : *Actuelle 01/10/1982	X	X	X			
Belgique 01/08/1971	X	X	X			
Allemagne 01/08/1996	X	X	X			
Pays-Bas 01/01/1973	X	X	X			
Suède NA	X	X	X			
Libye 12/01/1989	X	X	X			
Danemark 01/04/1988	X	X	X			
Roumanie NA	X	X	X			
Tunisie *Actuelle 01/05/1999	X	X				
Canada 01/03/2010	Long terme	X	X			
Québec 01/12/2010 Long terme	Long terme		X			
Portugal 02/06/2010	X	X	X			
Italie NA	X		X			
Algérie 01/07/2013	X	X	X	X	X	X
Egypte 17/05/2013	X	X	X			
Norvège NA	X	X	X			
Grèce NA	X	X	X			
Luxembourg 01/11/2012	X	X	X			

Source : CNSS, 2017.

1.5. Etat des lieux des conventions signées par la Maroc

- Conventions signées et entrées en vigueur (16) ;
- Conventions signées et soumises à la procédure de ratification (02) ;
- Conventions en cours d'actualisation (03) ;
- Conventions en cours de négociation (04) ;
- Prise de contact pour la conclusion d'autres conventions.

Tab. 3. Conventions signées et ratifiées

Pays	Date de signature	Date d'entrée en vigueur	Nbre MRE (*)
France	22 octobre 2007 (l'ancienne Convention est signée le 09 juillet 1965)	01 juin 2011	1 287 525
Belgique	24 juin 1968 (une nouvelle convention est signée le 18 février 2014, en encore de ratification)	01 août 1971	340 942
Pays-Bas	14 février 1972 (en cours de révision)	01 janvier 1973	287 202
Espagne	08 novembre 1979	01 octobre 1982	821 857
Suède	04 janvier 1980	01 juin 1982	8788
Allemagne	25 mars 1981	01 août 1986	139 093
Danemark	24 avril 1982	01 avril 1988	7219
Roumanie	27 juillet 1983	Non encore entrée en vigueur	549
Libye	04 août 1983	12 janvier 1989	77 476
Tunisie	05 février 1987 (une nouvelle convention est signée le 19 octobre 2015, en encore de ratification)	01 août 1999	32 793
Québec	25 mai 2000	01 décembre 2010	63 719
Canada	01 juillet 1998	01 mars 2010	
Portugal	14 novembre 1998	01 juin 2011	2653
Algérie	23 février 1991	01 juillet 2013	47 046
Luxembourg	06 octobre 2006	01 février 2013	Non disponible
Egypte	12 mai 2006	17 mai 2013	4812

Source : Ministère marocain des Affaires Etrangères et de la Coopération, statistiques de fin 2014.

Sur 18 conventions signées, 16 sont en vigueur, dont 2 ne sont pas encore appliquées (avec l'Egypte et l'Algérie).

Tab. 4. Conventions signées et non ratifiées

Convention	Date de signature	Nbre MRE (*)
U.M.A	10 mars 1991	160 732
Italie	18 février 1994	584 919

Source : Ministère marocain des Affaires Etrangères et de la Coopération, statistiques de fin 2014.

Tab. 5. Conventions en cours de négociation

Convention	Nbre MRE (*)
Turquie	1415
Bulgarie	93
Grèce	3081
Norvège	3195

Source : Ministère marocain des Affaires Etrangères et de la Coopération, statistiques de fin 2014.

Prise de contact pour la conclusion d'autres conventions :

- Les Émirats Arabes Unies ;
- Le Gabon ;
- Le Sénégal ;
- La Mauritanie ;
- Les Etats Unis d'Amérique.

Cette liste nous amène à faire les remarques suivantes :

- Une importante concentration géographique : les partenaires sont majoritairement situés en Europe (11 sur 18), ce qui tend à révéler une politique corrélée à la dynamique migratoire marocaine ;
- Une stratégie nationale « bilatérale » pas évidente : la politique de coopération en matière de sécurité sociale n'est pas axée uniquement sur la seule dynamique migratoire ou sur ses perspectives d'évolution : certains pays partenaires comptabilisent une communauté marocaine plutôt faible (ex. de la Roumanie). A l'inverse, certains pays comptabilisant une communauté MRE plus importante ne sont pas liés au Maroc ;
- Une volonté d'ériger une dynamique « régionale » mais qui peine à se concrétiser : le processus est engagé entre les différents pays membres de l'Union du Maghreb Arabe depuis 1991.

1.6. Assurés inscrits au niveau de la CNSS

Tab. 6. Evolution de la population des assurés inscrits au niveau de la CNSS dans le cadre des diverses conventions entrées en vigueur (2016/2015).

Convention	Population inscrite	Population droit ouvert		Variation 2016/2015	
		2015	2016	Taux (%)	Nbre
Belgique	364	182	199	9,34	17
Espagne	39 225	20 787	21 067	1,35	280
France	62 305	44 848	54 030	20,47	9182
Pays-Bas	30 351	28 530	29 629	3,85	1099
Tunisie	517	301	348	15,64	47
Portugal	2	1	1	0	0
Total	132 764	94 649	105 274	11,23	10 625

Source : CNSS, 2017.

L'exercice 2016 a enregistré une variation de 11,23% de la population couverte en matière de soins de santé par la CNSS.

Tab. 7. Evolution de la population des inscrits au niveau de la CNSS dans le cadre des diverses conventions entrées en vigueur (2014/2015)

Convention	Population Brute	Population droit ouvert		Taux de variation % 2014/2015
		2014	2015	
Belgique	254	94	182	94
Espagne	38 195	20 226	20 787	3
France	52 177	36 086	44 848	24
Pays-Bas	29 421	27 399	28 530	4
Tunisie	464	262	301	15
Portugal	2	1	1	0
Total	120 513	84 068	94 649	13

Source : CNSS, 2017.

D'après les données de ce tableau, on peut noter :

- Un accroissement de la population ayant le droit ouvert aux soins de santé de 13% au cours de l'exercice 2015 ;
- La population de la convention maroco-belge a enregistré le taux d'évolution le plus important (94%), suivie de celle concernée par la convention maroco-française (24%), et maroco-tunisienne (15%).

1.7. Les prestations

Les règles d'attribution de telle ou telle prestation de sécurité sociale sont complexes, il n'existe pas de règle unique. Dans ce sens, l'enquête a révélé que l'octroi de telle ou telle prestation est généralement déterminé soit par le statut de « travailleur » (poursuite d'une activité professionnelle salariée), soit par la condition de résidence. Il convient de préciser que certains Etats choisissent de réserver leurs droits seulement à leurs citoyens (i.e. Nationaux), comme c'est notamment le cas dans les pays du Moyen-Orient par exemple.

En général, les prestations garanties par les conventions sont celles prévues par la convention 102 de l'OIT, à savoir :

- les prestations familiales ;
- les indemnités journalières de maladie et de maternité ;
- la pension d'invalidité ;
- la pension de vieillesse ;
- la pension de survivants ;
- l'allocation au décès ;
- les accidents de travail et les maladies professionnelles ;
- les soins de santé ;
- le chômage.

1.8. Système de sécurité sociale en Italie

Le régime italien de sécurité sociale couvre tous les risques prévus par la convention 102, à savoir : la maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès (survivants), chômage, accidents du travail et maladies professionnelles et les prestations familiales.

Sous la tutelle du Ministère de la Santé :

- les soins de santé sont dispensés, dans le cadre d'un régime universel, à tous les résidents au niveau des unités sanitaires locales.

Sous la tutelle du Ministère du Travail et des Politiques Sociales :

- les indemnités journalières de maladie et de maternité, les prestations d'invalidité-vieillesse-décès (survivants) et de chômage, ainsi que des prestations familiales.
- l'Institut National d'Assurance contre les Accidents du Travail et les Maladies Professionnelles assure la quasi-totalité des employés du secteur privé, la majeure partie des travailleurs indépendants et, depuis 2012, les employés du secteur public.

Financement

Le régime italien de sécurité sociale est financé par les cotisations sociales versées par les employeurs et les assurés, ainsi que par les impôts.

Le service national de santé, géré au niveau régional, est financé par les résidents par le biais des impôts généraux.

Cotisations

Le tableau ci-dessous reprend uniquement les taux de cotisation pour les entreprises industrielles (hors construction/bâtiment, industrie de la pierre) et commerciales qui représentent les catégories les plus importantes.

Tab. 8. Cotisations patronales et salariales au 1^{er} janvier 2016

Risque	Part patronale (%)	Part salariale (%)
Maladie et maternité : Industrie (en général)		
- Ouvriers	2,68	NA
- Employés	0,46	NA
Maladie et maternité : Commerce (en général)		
- Ouvriers/Employés	2,68 ⁽¹⁾	NA
Invalidité, vieillesse, survivants (IVS)	23,81	9,19
Chômage	1,61 ⁽²⁾	NA
Prestations familiales	0,68	NA
Accidents du travail et maladies professionnelles	⁽³⁾	NA
<p>(1) Cotisation totale dont 2,44 % à l'assurance maladie et 0,24 % à l'assurance maternité.</p> <p>(2) La majorité des contrats à durée déterminée (à l'exception, par exemple, des contrats de remplacement de salariés, des contrats d'apprentissage, ou des contrats pour certains travailleurs saisonniers) est sujette à une cotisation additionnelle de 1,4 %.</p> <p>(3) La cotisation au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles varie en fonction des risques de la branche professionnelle à laquelle l'entreprise appartient (la masse salariale peut également influencer sur son montant). Elle est à la charge de l'employeur.</p> <p>Source : Site du CLEISS, 2017.</p>		

Les cotisations salariales et patronales IVS sont versées sur le salaire dans la limite d'un plafond fixé à 100 324 € (2016). Les autres cotisations sont versées sur la totalité du salaire.

Tab. 9. Prestations par branche

Famille	Santé	Incapacité	Vieillesse et décès	Aide sociale	Chômage
<ul style="list-style-type: none"> Allocations familiales Allocations pour congés de maternité et paternité (*) S'installer à l'étranger Totalisation des droits à la sécurité sociale acquis à l'étranger 	<ul style="list-style-type: none"> Prestations de santé Indemnités de maladie Soins de santé Soins de longue durée 	<ul style="list-style-type: none"> Prestations en cas d'accident du travail et de maladies professionnelles Prestations d'invalidité et d'incapacité Prestations pour les invalides civils et soins de longue durée (*) 	<ul style="list-style-type: none"> Prestations aux survivants Prestations de retraite (*) 	<ul style="list-style-type: none"> Mesures en faveur de l'inclusion sociale et de l'aide au revenu Autres allocations. 	<ul style="list-style-type: none"> Allocations de chômage : NASpl et ASDI

(*) Ces prestations sont soumises à l'impôt.

Source : Site du CLEISS, 2017.

1.9. Situation de la convention Maroc – Italie

Tab. 10. Situation de la convention Maroc-Italie :

Convention signée à Rome	Le 18 février 1994.
Convention ratifiée par le Maroc	Le 29 avril 1998 (lettre de ratification n°4.95.38).
Convention non ratifiée par l'Italie	
Echanges de lettres	Le 10 décembre 1993 (accord à conclure sur les AT/MP et les soins de santé non prévus par la convention).
Marocains en Italie	403.592 (2009 - MAEC) 240.774 (2011 - MAEC) 618.969 (2015 - MAEC).
Champ d'application personnel	Les travailleurs ressortissants de chacun des deux Etats contractants qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un des Etats contractants, ainsi qu'aux membres de leurs familles et à leurs survivants pour autant que leurs droits dérivent de l'assurance du travailleur.
Champ d'application matériel au Maroc	a) Législation relative au régime de sécurité sociale b) Toutes dispositions législatives, réglementaires ou statutaires agréées par l'autorité publique et concernant des régimes spéciaux de sécurité sociale pour autant qu'elles couvrent des travailleurs ou des personnes assimilées à des travailleurs et se rapportant à des risques et prestations normalement couverts par des régimes de sécurité sociale.
Champ d'application matériel en Italie	a) L'assurance générale obligatoire pour l'invalidité, la vieillesse et les survivants des travailleurs salariés et les gestions spéciales des travailleurs indépendants de ladite assurance b) Les régimes spéciaux qui se substituent à l'assurance générale obligatoire c) Les prestations familiales.

Source : CNSS, 2017.

Principes adoptés :

- Egalité de traitement
- Transfert des prestations même dans un Etat tiers

Détachement :

- Initial : 36 mois
- Prolongation : 12 mois
- Le droit d'option : 3 mois après le début du travail ou de l'entrée en vigueur de la convention.

Tab. 11. Prestations prévues

Prestations	
Pension d'invalidité	<ul style="list-style-type: none"> • Totalisation des périodes d'assurance à condition qu'elles ne se superposent pas, périodes assimilées ni aux périodes assurées dans un pays tiers)
Pension de vieillesse	<ul style="list-style-type: none"> • Durée minimale de cotisation 1 année
Pension de survivants	<ul style="list-style-type: none"> • Durée minimale de cotisation 1 année • Proratisation • Transfert même dans un tiers pays
Prestations familiales	<ul style="list-style-type: none"> • Totalisation des périodes d'assurance • Droit ouvert pour les travailleurs, les pensionnés et le rentier • Droit ouvert pour les enfants résidant sur le territoire du lieu du travail • Droit ouvert pour les enfants résidant dans l'autre Etat • A.F. transférables pour 2 enfants maximum si le droit n'est pas ouvert dans l'État du lieu de résidence des enfants.
Soins de santé et AT/MP	Non prévus (accord à négocier après l'entrée en vigueur de la convention (échanges de lettres du 10/12/1993 + PV de la commission mixte du 26 avril 1994 : la partie marocaine s'est engagée lors de cette commission de transmettre un projet d'accord sur les AT /MP (projet d'accord AT/MP disponible sans lettre de transmission de la CNSS ni suite de la partie italienne).

Source : CNSS, 2017.

Situation actuelle

- Convention ratifiée par le Maroc, non appliquée faute de ratification par la partie italienne ;
- Dernière commission mixte tenue du 26 au 28 avril 1994 à Rome ;
- La prochaine commission mixte est tributaire du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Actions réalisées

- Ministère de tutelle relancé pour la reprise des négociations suspendues depuis le 26 avril 1994 ;
- Ambassadeur du Royaume du Maroc en Italie informé par lettre de la CNSS pour intervention ;
- Auprès des autorités italiennes compétentes ;
- Partenaires sociaux saisis par lettres de la CNSS pour activer la ratification de la convention par le gouvernement italien (CGEM, UMT, UGTM, CDT).

Législature italienne concernée par la non-ratification

Les dernières discussions avec la partie italienne ont eu lieu en février 1994. Cette période a connu la mise en place par le Gouvernement italien d'un plan d'austérité budgétaire et un projet de réforme du système de retraites entraînant une grève générale et trois millions d'Italiens dans la rue.

1.10. Principales conventions signées par l'Italie avec les pays hors UE

L'analyse des conventions signées par l'Italie montre que l'effort a été porté surtout au niveau des pays de l'Amérique latine où réside une communauté italienne importante. En Afrique, deux conventions seulement sont actuellement en vigueur : celle avec la Tunisie (100 000 personnes) et avec le Cap-Vert (4000 personnes).

Les conventions les plus récentes ont été signées et ratifiées avec la Turquie (19 000 personnes) et Israël (2000 personnes) en 2015.

Tab. 12. Liste des conventions signées par continent

Afrique			Asie		
	Signée	Entrée en vigueur		Signée	Entrée en vigueur
Cap-vert	18/12/1980	01/01/1983	Israël	02/02/2010	01/12/2015
Tunisie	07/12/1984	01/06/1986	Turquie	08/05/2012	01/08/2015
Maroc	18/02/1994				

Amérique		
	Signée	Entrée en vigueur
Brésil	09/12/1960	06/04/1977
USA	23/07/1973	01/01/1986
Mexique	02/02/1977	01/04/1977
Argentine	03/11/1981	01/01/1984
Australie	23/04/1986	01/10/2000
Venezuela	07/08/1988	01/11/1991
Canada	02/05/1995	01/01/1997
Canada-Québec	02/05/1995	01/01/1997
Uruguay	07/11/1997	01/06/1985

Source : site INPS.IT, 2017 (ordre des conventions revu, selon la date de signature, par l'éditeur du présent rapport).

1.11. La convention de sécurité sociale Italie - Tunisie

La convention bilatérale de sécurité sociale avec la Tunisie (signée à Tunis le 7 décembre 1984) est entrée en vigueur depuis le 1er juin 1987 et s'applique à tous les citoyens, aux membres de leur famille et aux survivants qui peuvent demander des périodes d'assurance en Italie et en Tunisie.

Domaine d'application :

En ce qui concerne l'Italie, la convention s'applique à l'assurance générale obligatoire pour l'invalidité, la vieillesse et les survivants des travailleurs salariés et non-salariés, l'assurance maternité, la maladie et la tuberculose, l'assurance pour allocations familiales et assurance obligatoire contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Les prestations payables par l'Italie sont :

- pensions de retraite, invalidité et survivants ;
- prestations de maladie et de maternité pour les travailleurs et leurs familles ;
- prestations de maladie en nature aux retraités et à leurs proches ;
- prestations en cas de tuberculose, en nature ou en argent ;

- prestations familiales pour le travailleur ;
- prestations familiales payables au bénéficiaire d'une pension ou d'une allocation (versées par l'État de résidence du bénéficiaire) ;
- prestations pour les accidents du travail et les maladies professionnelles.

2. Migration marocaine en Italie

L'existence d'une communauté marocaine en Italie a démarré tardivement ces cinq dernières décennies. Elle est passée de 2768 début des années 80 à 365 908 personnes en 2007.

L'immigration marocaine en Italie s'intensifie à partir des années 1990, constituant ainsi la première communauté étrangère dans le pays, avant d'être rattrapée, puis légèrement dépassée par la communauté albanaise.

L'Italie qui était fournisseur des pays européens en main d'œuvre, à l'image du Portugal et de l'Espagne, a exprimé des besoins importants et a ouvert par conséquent ses frontières aux travailleurs étrangers originaires de 190 pays dont le Maroc.

Selon l'étude réalisée par l'OIM¹, les données permettent de déceler trois phases distinctes, couvrant chacune une décennie, dans l'évolution de la communauté marocaine résidant en Italie. D'abord la phase de reconnaissance qui s'étale sur la période 1970-1980. L'étape de fondation de la communauté marocaine qui s'étend sur la décennie 1985-1995 au cours de laquelle l'exploration du terrain se poursuit et s'améliore progressivement et avec elle l'effectif des Marocains augmente et les domaines d'activité investis se diversifient de plus en plus. Enfin, la phase d'affirmation et de stabilisation intervenue depuis 1997 et qui se poursuit aujourd'hui, correspond au renforcement rapide de la présence de Marocains en Italie qui s'affirme en tant que composante de plus en plus notoire de la population du pays.

2.1. Origine géographique des Marocains résidents en Italie

Historiquement, la région de Chaouia Ouardigha et surtout la province de Khouribga constituait le principal fournisseur d'émigration marocaine à destination de l'Italie. Ce n'est qu'à partir des années 1990, que diverses régions ont commencé à être concernées par ce flux migratoire à destination de l'Italie. On peut citer : les deux régions de Tadla-Azilal, notamment, la localité de Fkih Ben Saleh relevant de la province de Beni Mellal et la province de Settat, le Grand Casablanca, Rabat –Salé-Zemmour Zaeer ou Marrakech-Tensift El Haouz.

L'analyse de la répartition des Marocains résidant en Italie selon la région d'origine au Maroc montre, selon les données consulaires pour l'année 2008, que la région la plus représentée est Chaouia-Ouardigha avec 25,3% de l'ensemble. Ensuite, par ordre décroissant, la région du Grand-Casablanca (22%), Tadla-Azilal (16,1%), Rabat-Salé-ZemmourZaeer (10,1%), Marrakech-Tensift-El Haouz (8%) et Souss-Massa-Draa (4,6%).

¹ OIM 2010. Cartographie des flux migratoires des Marocains en Italie. Projet « Migration, Retours : ressources pour le Développement ».

Par province d'origine, Casablanca est en tête du classement avec 21% des Marocains résidant en Italie, suivie de Beni Mellal avec 15,6%, Khouribga (12,6%), Settat (12,1%), Rabat (6,6%), Kellaa Des Sraghna (4,9%), Agadir Ida Outanane (2,7%), Marrakech (2,7%) et Fès (2,4%).

Tab. 13. Répartition des Marocains installés en Italie par région d'origine et région de résidence les plus représentées

Région d'origine au Maroc	Région de destination en Italie	%
Chaouia-Ouadigha	Piemonte	24,4
	Emilia-Romagna	15,6
	Lombardia	12,4
	Veneto	8,2
	Campania	5,6
	Sicilia	4,7
	Toscana	4,4
	Lazio	4,3
Grand Casablanca	Emilia-Romagna	22
	Piemonte	18
	Lombardia	15,9
	Veneto	14,3
	Toscana	6,2
	Marche	4,3
Tadla-Azilal	Lombardia	50,3
	Emilia-Romagna	12,4
	Veneto	9,1
	Piemonte	5,4
	Toscana	4,3
Région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaeer	Lombardia	24,5
	Piemonte	16,3
	Veneto	13,5
	Emilia-Romagna	10
	Lazio	7,2
	Campania	4
Marrakech-Tensift-El Haouz	Veneto	36,4
	Toscana	15,2
	Emilia-Romagna	12,2
	Lombardia	11,9
	Piemonte	7

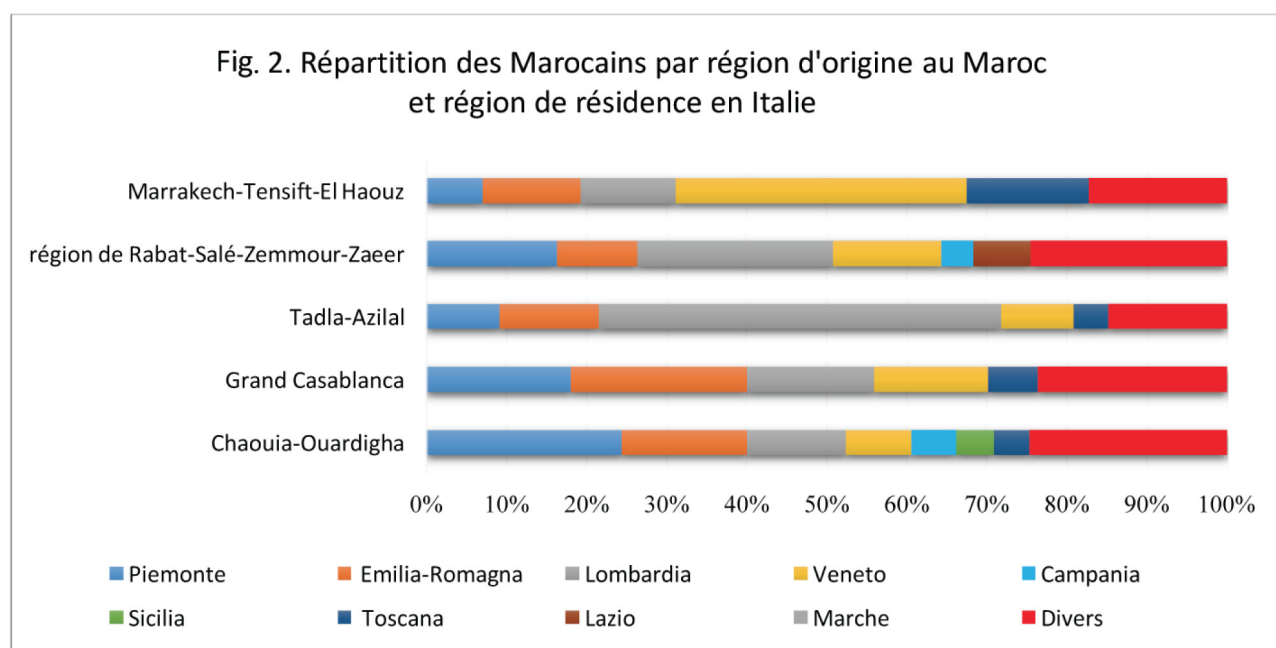
Source : Cartographie des flux migratoires des Marocains en Italie. Projet « Migration, retours : ressources pour le Développement ». OIM, 2010.

La répartition comme le montre le graphique ci-dessous est assez disparate d'une région d'origine à l'autre. Mais, il est clair que les deux régions de résidence les plus appréciées sont la région du Piemonte, d'Emilia-Romagna (15,6%) et de Lombardia.

Tab. 14. Répartition des Marocains par Région d'origine au Maroc et région de résidence en Italie

Région de destination Région d'origine	Piemonte	Emilia-Romagna	Lombardia	Veneto	Campania	Sicilia	Toscana	Lazio	Marche	Divers	Total
Chaouia-Ouadigha	24,4	15,6	12,4	8,2	5,6	4,7	4,4			24,7	100
Grand Casablanca	18	22	15,9	14,3			6,2			23,6	100
Tadla-Azilal	9,1	12,4	50,3	9,1			4,3			14,8	100
région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	16,3	10	24,5	13,5	4			7,2		24,5	100
Marrakech-Tensift-El Haouz	7	12,2	11,9	36,4			15,2			17,3	100

Source : OIM 2010. Cartographie des flux migratoires des Marocains en Italie. Projet « Migration, retours : ressources pour le développement. Mohamed MGHARI et Mohamed FASSI Fihri (réalisé avec le soutien financier de la Coopération italienne au développement).



Source : OIM 2010. Cartographie des flux migratoires des Marocains en Italie. Projet « Migration, retours : ressources pour le développement. Mohamed MGHARI et Mohamed FASSI Fihri (réalisé avec le soutien financier de la Coopération italienne au développement).

Dans une certaine mesure, on peut dire que les flux de migration par région d'origine se sont inscrits parfois dans des trajectoires différentes en matière de région de résidence. Ceci est dû essentiellement aussi au fait que la chronologie de ces flux est différente selon la région d'origine. La répartition des destinations régionales en Italie des principaux foyers d'émigration des Marocains selon les principales destinations de résidence se présente comme suit :

- la région de Chaouia-Ouadigha : la région du Piemonte (24,4%), la région d'Emilia-Romagna (15,6%) et la Lombardia (12,4%) ;
- la région du Grand Casablanca : la région d'Emilia-Romagna (22%), la région du (18%) et la Lombardia (15,9%) ;
- la région de Tadla-Azilal : la Lombardia(50,3%), la région d'Emilia-Romagna (12,4%) et le Veneto (9,1%) ;
- la région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer : la Lombardia (24,5%), le Piemonte (16,3%), le Veneto (13,5%) ;
- la région de Marrakech-Tensift-El Haouz : la région du Veneto (36,4%), la Toscana (15,2%) et l'Emilia-Romagna (12,2%).

2.2. Evolution de la migration des Marocains en Italie

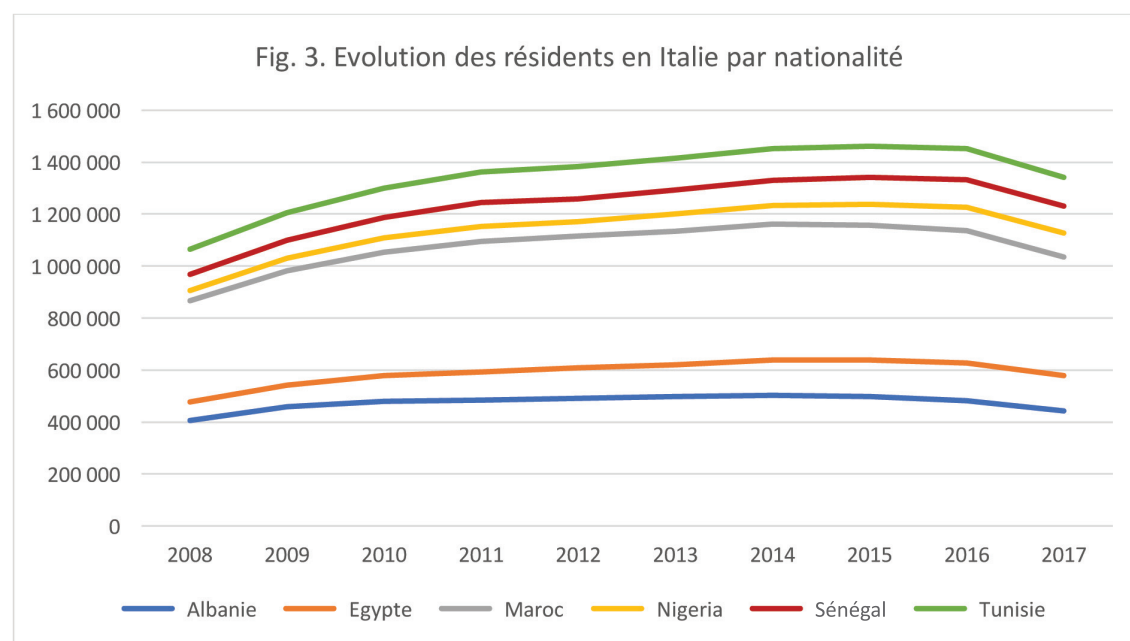
A fin 2016, le nombre de Marocains s'élève à 510 450 personnes soit une augmentation de presque 40 % par rapport à 2007. Le Maroc est devenu la première nationalité en Italie devant l'Albanie. Mais on enregistre depuis 2014 une diminution importante de la population marocaine en passant de 524 775 à 454 817 personne (-11%).

Tab. 15. Evolution du nombre de Marocains résidents en Italie :

Pays	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Tous les pays	2 621 580	2 987 489	3 398 016	3 536 062	3 637 724	3 764 236	3 874 726	3 929 916	3 931 133	3 714 137
Autres pays	939 867	1 057 530	1 196 577	1 216 643	1 256 847	1 309 000	1 324 801	1 346 141	1 358 382	1 314 833
Maroc	388 084	441 137	475 202	501 610	506 369	513 374	524 775	518 357	510 450	454 817
Albanie	406 534	458 497	480 759	483 219	491 495	497 761	502 546	498 419	482 959	441 838
Chine	179 549	207 157	255 032	274 417	277 570	304 768	320 794	332 189	333 986	318 975
Ukraine	148 776	170 440	212 244	218 099	223 782	224 588	233 726	236 682	240 141	234 066
Philippines	105 676	123 082	134 891	136 597	152 382	158 308	165 783	169 046	167 176	162 469
Inde	86 930	105 220	129 516	142 565	145 164	150 462	160 296	166 514	169 394	157 978
Egypte	71 117	82 843	97 477	110 171	117 145	123 529	135 284	141 243	143 232	137 668
Bangladesh	64 916	77 772	91 451	103 285	106 671	113 811	127 861	138 837	142 403	132 397
Moldavie	80 681	96 564	133 915	142 583	147 519	149 231	150 021	146 654	141 305	130 447
Pakistan	51 776	60 675	78 418	90 222	90 185	97 921	106 485	115 990	122 884	118 181
Tunisie	97 674	106 572	112 534	116 651	122 595	121 483	122 354	119 844	118 821	110 468

Source : Site Istat.it, 2017.

La tendance présentée sur le graphique ci-dessous montre que la population marocaine établie en Italie est suivie de très près par celle des Albanais qui sont la deuxième plus importante nationalité présente en Italie. La croissance la plus importante est pourtant enregistrée par les citoyens des autres pays (la Chine, le Bangladesh, l'Egypte et les autres pays).



Source : Site Istat.it, 2017.

Tab. 16. Evolution de la population de résidents marocains en Italie par rapport aux autres nationalités (en %)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Albanie	16	15	14	14	14	13	13	13	12	12
Egypte	3	3	3	3	3	3	3	4	4	4
Maroc	15	15	14	14	14	14	14	13	13	13
Nigeria	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
Sénégal	2	2	2	3	2	2	3	3	3	3
Tunisie	4	4	3	3	3	3	3	3	3	3
Bangladesh	2	3	3	3	3	3	3	4	4	4
Philippines	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Autres pays	53	53	55	55	55	55	55	55	55	56

Source : Site Istat.it, 2017.

2.3. Répartition de la communauté marocaine en Italie (par régions et provinces)

Les deux grandes régions du Nord de l'Italie (Nord-Ouest et Nord-Est) semblent être la destination privilégiée des Marocains ; elles comptent 286 159 Marocains, soit près de 68% de la population. Ce pourcentage n'a pas changé par rapport au recensement général réalisé en 2001 puisque la communauté marocaine installée dans ces deux régions était de 68%. Le plus faible pourcentage (Sicile et Sardaigne) : 5%. Quant au Sud, il présente l'augmentation la plus importante en passant de 8 à 13 % en 2017.

Tab. 17. Répartition des Marocains installés en Italie par région (en nombre)

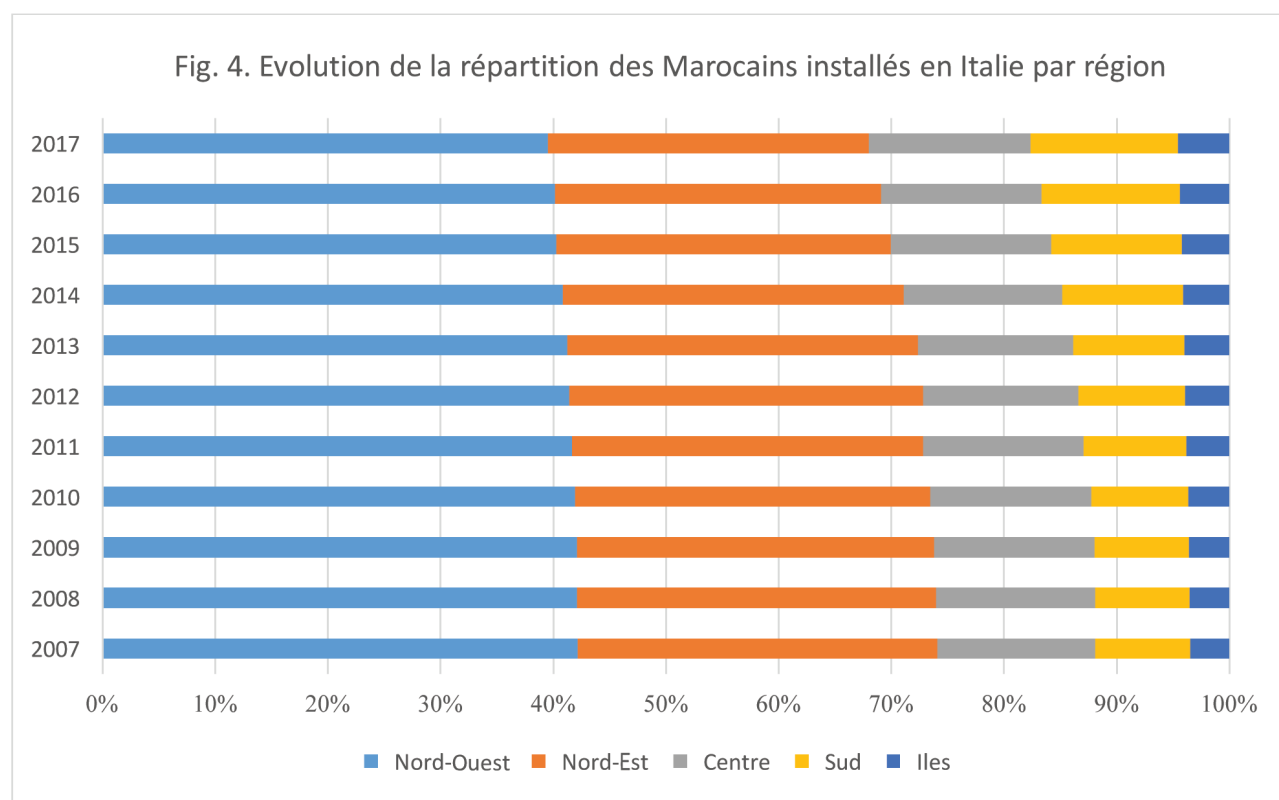
Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Total	343 228	365 908	403 592	431 529	452 424	408 667	426 791	454 773	449 058	437 485	420 651
Nord-Ouest	144 712	154 201	169 928	181 126	188 626	169 250	176 042	185 718	180 796	175 754	166 432
Nord-Est	109 647	116 588	128 024	135 968	140 789	128 403	132 827	137 724	133 256	126 574	119 727
Centre	48 045	51 562	57 322	61 523	64 389	56 317	58 771	63 823	63 928	62 270	60 365
Sud	29 021	30 668	33 955	37 312	41 416	38 771	42 231	48 860	52 193	53 657	54 925
Iles	11 803	12 889	14 363	15 600	17 204	15 926	16 920	18 648	18 885	19 230	19 202

Source : Site Istat.it, 2017.

Tab. 18. Répartition des Marocains installés en Italie par région (en %)

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Nord-Ouest	42	42	42	42	42	41	41	41	40	40	40
Nord-Est	32	32	32	32	31	31	31	30	30	29	28
Centre	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Sud	8	8	8	9	9	9	10	11	12	12	13
Iles	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	5

Source : Site Istat.it, 2017.



Source : Site Istat.it, 2017.

Au niveau provincial, et toujours selon les données de l'Istat pour l'exercice 2016, les grandes provinces de l'Italie, et plus particulièrement celles situées dans les plus importantes régions du Nord, sont plus attractives. Les principales provinces concernées sont :

- La Lombardia avec 96 234 Marocains (23%) ;
- Emilia-Romagna avec 61 701 Marocains (15%) ;
- Piemonte avec 54 964 Marocains (13%).

Tab. 19. Répartition des Marocains installés en Italie par région et par province (en nombre)

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total	343 228	365 908	403 592	431 529	452 424	408 667	426 791	454 773	449 058	437 485
Nord-Ovest	144 712	154 201	169 928	181 126	188 626	169 250	176 042	185 718	180 796	175 754
Piemonte	50 197	53 461	58 811	62 366	64 219	57 209	58 835	62 357	60 384	58 830
Valle d'Aosta / Vallée d'Aoste	1 717	1 853	2 065	2 229	2 311	2 184	2 198	2 186	2 045	1 819
Lombardia	83 727	89 127	98 091	104 606	109 245	98 895	103 115	107 686	104 942	101 399
Liguria	9 071	9 760	10 961	11 925	12 851	10 962	11 894	13 489	13 425	13 706
Nord-Est	109 647	116 588	128 024	135 968	140 789	128 403	132 827	137 724	133 256	126 574
Provincia Autonoma Bolzano / Bozen	2 449	2 675	2 982	3 174	3 368	3 129	3 312	3 576	3 600	3 564
Provincia Autonoma Trento	4 097	4 244	4 563	4 800	4 877	4 454	4 587	4 651	4 354	4 121
Friuli-Venezia Giulia	2 749	3 106	3 652	4 028	4 249	4 065	4 316	4 466	4 354	4 233
Emilia- Romagna	53 571	56 910	62 722	67 262	70 588	64 417	66 360	69 878	67 846	64 914
Centro (I)	48 045	51 562	57 322	61 523	64 389	56 317	58 771	63 823	63 928	62 270
Toscana	19 838	21 387	24 146	26 263	27 773	23 856	25 263	27 438	27 886	27 232
Umbria	7 865	8 408	9 231	9 844	10 335	9 484	9 843	10 369	10 085	9 829
Marche	11 635	12 597	14 070	14 642	14 675	13 439	13 116	13 203	12 621	11 735
Lazio	8 707	9 170	9 875	10 774	11 606	9 538	10 549	12 813	13 336	13 474
Sud	29 021	30 668	33 955	37 312	41 416	38 771	42 231	48 860	52 193	53 657
Molise	782	861	955	1 040	1 121	1 073	1 154	1 252	1 280	1 253
Campania	9 419	9 987	11 093	12 267	13 377	12 908	14 365	17 161	18 987	20 158
Puglia	5 193	5 514	6 180	6 776	7 662	6 764	7 485	8 513	9 158	9 286
Basilicata	996	1 104	1 179	1 312	1 449	1 333	1 428	1 622	1 585	1 588
Calabria	8 885	9 121	9 954	10 737	12 021	11 337	12 046	13 654	14 067	14 058
Isole	11 803	12 889	14 363	15 600	17 204	15 926	16 920	18 648	18 885	19 230
Sicilia	8 569	9 374	10 529	11 468	12 784	12 276	13 036	14 398	14 566	14 840
Sardegna	3 234	3 515	3 834	4 132	4 420	3 650	3 884	4 250	4 319	4 390

Source : Site Istat.it, 2017.

Tab. 20. Répartition des Marocains installés en Italie par région et par province (en %)

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Nord-Ovest	42	42	42	42	42	41	41	41	40	40
Piemonte	15	15	15	14	14	14	14	14	13	13
Valle d'Aosta / Vallée d'Aoste	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0
Lombardia	24	24	24	24	24	24	24	24	23	23
Liguria	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Nord-Est	32	32	32	32	31	31	31	30	30	29
Provincia Autonoma Bolzano / Bozen	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Provincia Autonoma Trento	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Friuli-Venezia Giulia	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Emilia-Romagna	16	16	16	16	16	16	16	15	15	15
Centro (I)	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Toscana	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Umbria	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Marche	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Lazio	3	3	2	2	3	2	2	3	3	3
Sud	8	8	8	9	9	9	10	11	12	12
Molise	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Campania	3	3	3	3	3	3	3	4	4	5
Puglia	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Basilicata	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Calabria	3	2	2	2	3	3	3	3	3	3
Isole	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Sicilia	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Sardegna	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Source : Site Istat.it, 2017.

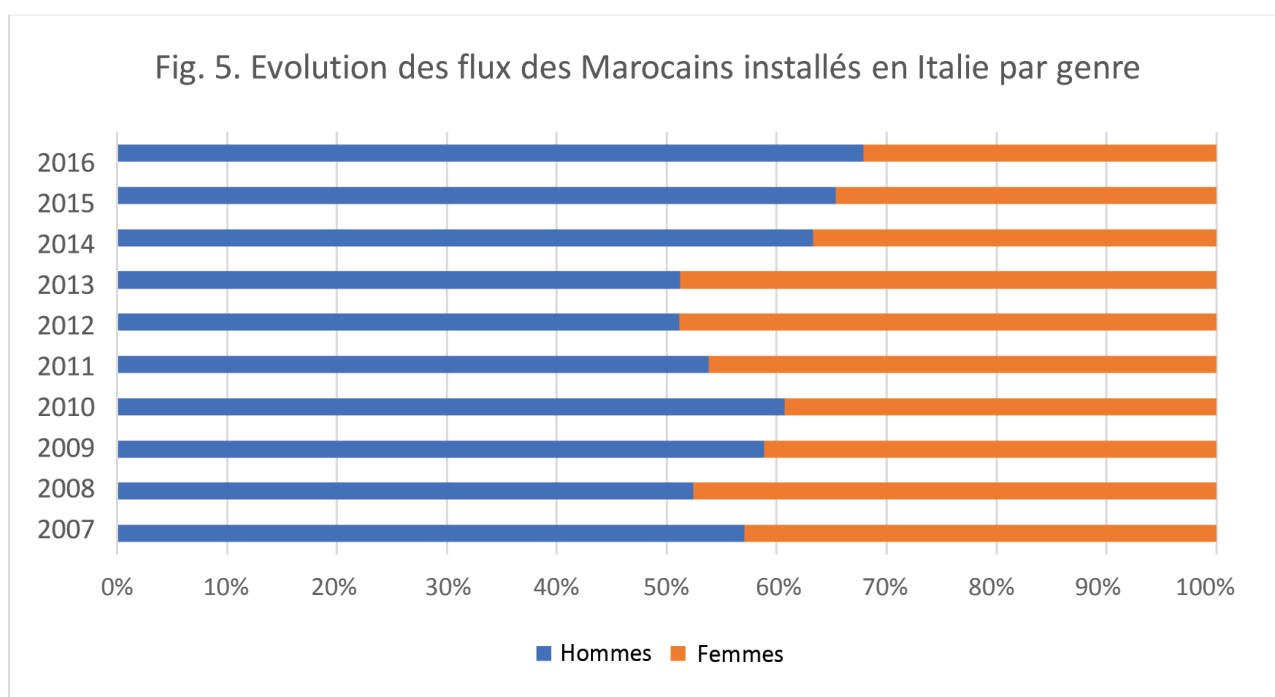
2.4. Structure par sexe

Les données du recensement italien de 2001 relèvent que la communauté marocaine en Italie est caractérisée par la prédominance masculine ; la présence féminine reste faible et ne dépasse pas les 40 %.

Tab. 21. Evolution des flux des Marocains installés en Italie par genre

Année	Homme	Femme	Femme %	Total	Variation %
2007	18 387	13 829	43	32 216	-
2008	17 270	15 659	48	32 929	2,21
2009	22 268	15 548	41	37 816	14,84
2010	39 437	25 529	39	64 966	71,80
2011	43 377	37 167	46	80 544	23,98
2012	32 269	30 755	49	63 024	-21,75
2013	28 583	27 169	49	55 752	-11,54
2014	39 931	23 138	37	63 069	13,12
2015	40 552	21 455	35	62 007	-1,68
2016	42 247	19 981	32	62 228	0,36

Source : Site Istat.it, 2017.



Source : Site Istat.it, 2017.

Selon les données de l'Istat, les femmes représentent en moyenne une proportion de l'ordre de 41% en 2007. Dans tous les cas, la présence féminine est en augmentation constante ; cette féminisation progressive est le résultat de trois processus concomitants et complémentaires : le renforcement de la dynamique du regroupement familial, l'impact des naissances intervenues en Italie, ce qui contribue à une certaine parité entre les filles et les garçons, et enfin, l'importance prise par la migration des femmes seules, célibataires, ou autres au cours des dernières décennies.

Tab. 22. Répartition des effectifs des résidents marocains par genre

Année	Homme	Femme	%	Total
2008	1 359 004	1 262 576	48	2 621 580
2009	1 538 656	1 448 833	48	2 987 489
2010	1 728 945	1 669 071	49	3 398 016
2011	1 825 056	1 711 006	48	3 536 062
2012	1 837 082	1 800 642	49	3 637 724
2013	1 907 543	1 856 693	49	3 764 236
2014	1 968 575	1 906 151	49	3 874 726
2015	2 007 488	1 922 428	49	3 929 916
2016	2 015 447	1 915 686	49	3 931 133
2017	1 911 248	1 802 889	49	3 714 137

Source : Site Istat.it, 2017.

2.5. Structure par âge

L'âge moyen actuel des Marocains résidant en Italie est de 34,7 ans, il reflète une pyramide des âges essentiellement répartie entre 25 et 55 ans. Les migrants marocains en Italie se répartissent à raison de 90,5% pour le groupe d'âges des actifs 15-59 ans, 6,3% pour les moins de 15 ans et seulement 3,1% pour les 60 ans et plus. Selon le sexe, les femmes migrantes en Italie sont relativement plus jeunes que les hommes. L'âge moyen est de 35,6 ans pour les hommes contre 32,9 ans pour les femmes.

Tab. 23. Evolution des nouveaux résidents marocains en Italie par classe d'âge (en nombre)

Année	Moins de 17	18-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-59	60 et plus	Total
2007	4 027	7 166	7 515	5 666	3 531	1 818	906	391	319	877	32 216
2008	6 139	5 419	5 757	4 637	3 104	1 726	1 066	898	974	3 209	32 929
2009	4 551	6 417	8 626	7 322	4 310	2 062	1 068	746	685	2 029	37 816
2010	9 085	8 033	12 424	13 132	9 022	5 232	2 694	1 635	1 112	2 597	64 966
2011	5 512	4 717	5 933	5 571	3 529	1 862	888	594	557	1 837	31 000
2012	4 514	3 622	3 649	3 417	2 153	1 146	590	399	452	1 643	21 585
2013	4 261	3 925	4 511	4 194	2 932	1 453	765	583	689	2 171	25 484
2014	4 081	2 796	3 126	3 053	2 176	1 110	585	538	620	2 293	20 378
2015	5 886	2 336	1 995	1 732	1 314	724	419	365	483	2 027	17 281
2016	6 392	2 110	1 970	1 649	1 080	628	394	369	542	2 359	17 493

Source : Site Istat.it, 2017.

Tab. 24. Evolution des nouveaux résidents marocains en Italie par classe d'âge (en %)

Année	Moins de 17	18-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-59	60 et plus	Total
2007	13	22	23	18	11	6	3	1	1	3	100
2008	19	16	17	14	9	5	3	3	3	10	100
2009	12	17	23	19	11	5	3	2	2	5	100
2010	14	12	19	20	14	8	4	3	2	4	100
2011	18	15	19	18	11	6	3	2	2	6	100
2012	21	17	17	16	10	5	3	2	2	8	100
2013	17	15	18	16	12	6	3	2	3	9	100
2014	20	14	15	15	11	5	3	3	3	11	100
2015	34	14	12	10	8	4	2	2	3	12	100
2016	37	12	11	9	6	4	2	2	3	13	100

Source : Site Istat.it, 2017.

Concernant les nouveaux arrivants en Italie, la moyenne d'âge enregistrée en 2016 est de 28 ans, elle était de 31 ans en 2008. Les moins de 17 ans représentaient 13% depuis 2007 pour augmenter progressivement et atteindre 37%. Ceci est expliqué sûrement par les opérations de regroupement familial enregistrées ces dernières années. Même remarque au sujet des plus de 60 ans, ils ne représentaient que 3% en 2007 pour atteindre les 13% en 2016, ce qui exprime une volonté de s'établir d'une manière durable au niveau du pays.

Ces augmentations ont été enregistrées au détriment des classes d'âge médianes où on note plutôt des diminutions progressives depuis 2007 qui parfois atteignent le double pour la classe de 25-29 ans qui passe de 23 à 11%, celle de 30-34 ans qui passe de 18 à 9%. Les classes supérieures 45-49 ans et 50-54 ans sont minimales et enregistrent peu de variations.

Ces indicateurs soulignent que l'émigration marocaine demeure une émigration de travail, motivée par la recherche d'un emploi. Elle concerne, essentiellement, des jeunes adultes en âge de travailler.

2.6. Motif de transfert de résidence

L'analyse des flux enregistrés annuellement en provenance du Maroc montre que la raison principale de ce transfert en 2007 était essentiellement (59% des cas) pour trouver du travail, et pour le regroupement familial 39%. Cette tendance se maintient jusqu'à 2011 où on enregistre inversement une nette augmentation puisque le transfert pour regroupement familial est de 54%, et seulement dans 41% des cas pour trouver du travail. En 2015, le taux du regroupement familial est passé à 83%.

Tab. 25. Raison du transfert de la résidence en Italie (en nombre)

Année	Travail	Regroupement familial	Etude	Asile	Religion, santé	Total
2007	18 883	12 571	178	21	563	32 216
2008	14 175	17 904	186	65	599	32 929
2009	21 706	15 554	243	35	278	37 816
2010	38 395	25 116	275	66	1 114	64 966
2011	12 676	16 752	244	243	1 085	31 000
2012	5 894	14 279	192	152	1 068	21 585
2013	9 319	14 970	132	146	917	25 484
2014	5 616	13 561	128	222	851	20 378
2015	1 528	14 357	142	299	955	17 281
2016	1 528	14 357	142	299	955	17 281

Source : Site Istat.it, 2017.

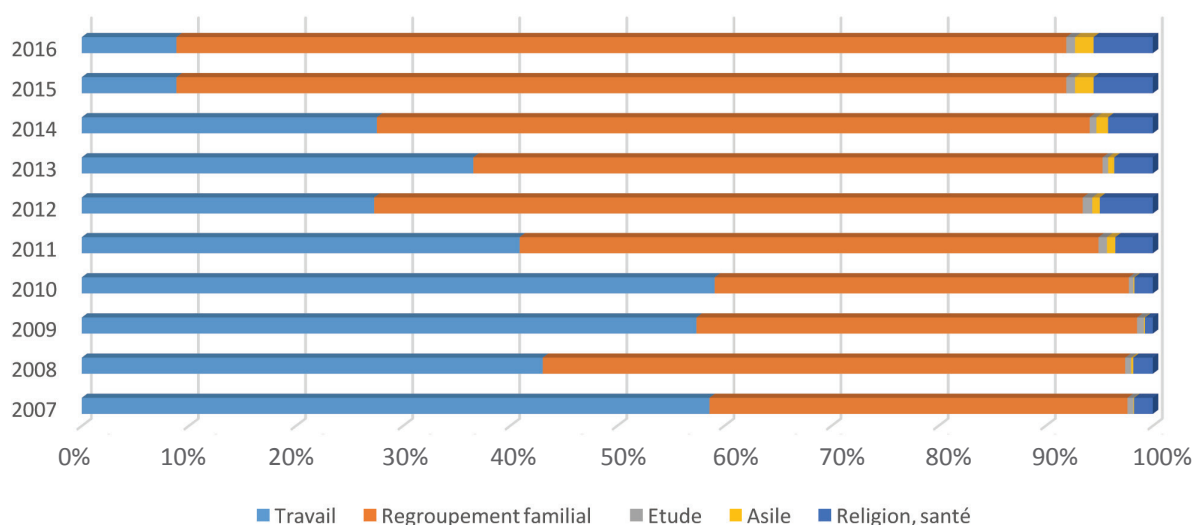
Cette tendance se maintient jusqu'à 2011, on enregistre un inversement de cette évolution puisque 54% des cas étaient concernés par le regroupement familial et 41% des cas pour trouver du travail. A partir de 2015, le taux du regroupement familial est passé depuis à 83%.

Tab. 26. Raison du transfert de la résidence en Italie (en %)

Année	Travail	Regroupement familial	Etude	Asile	Religion, santé	Total
2007	59	39	1	0	2	100
2008	43	54	1	0	2	100
2009	57	41	1	0	1	100
2010	59	39	0	0	2	100
2011	41	54	1	1	4	100
2012	27	66	1	1	5	100
2013	37	59	1	1	4	100
2014	28	67	1	1	4	100
2015	9	83	1	2	6	100
2016	9	83	1	2	6	100
2017	5	85	1	6	3	100

Source : Site Istat.it, 2017.

Fig. 6. Evolution du motif d'immigration en Italie des nouveaux arrivants



Source : Site Istat.it, 2017.

2.7. Opérations de régularisation

Selon l'étude réalisée par l'OIM², cinq opérations de régularisation ont été approuvées par mesure législative (1986, 1990, 1995, 1998 et 2002), toutes liées à la proposition de nouvelles dispositions en matière d'entrée et de séjour des ressortissants étrangers. La première en date de ces opérations de régularisation fut suite à la loi 943 de 1986. Cette mesure a profité à quelques 19 000 migrants irréguliers marocains. Le nombre de demandes présentées a été de 113 000 dans cette première régularisation. La seconde loi du genre, plus importante, adoptée en 1990, dite loi Martelli, a concerné près de 216 000 étrangers et a permis la régularisation de plus de 50 500 Marocains. Plusieurs opérations similaires se sont succédées, à intervalles plus ou moins réguliers, faisant ainsi émerger de la grande masse des clandestins des contingents d'immigrés légaux. En 2004, la régularisation a profité à quelques 48 000 Marocains sur un total de 647 000 immigrés.

L'analyse des données des dernières années montre que le Maroc vient en deuxième position après l'Albanie en matière de bénéfice des opérations de naturalisation réalisées annuellement par l'Italie. La part des Marocains est passée de 23% en 2012 à 18% en 2015. Cette tendance à la baisse profite à l'Albanie dont la part passe de 15% en 2012 à 20% en 2015.

² OIM 2010. Cartographie des flux migratoires des Marocains en Italie. Projet « Migration, Retours : ressources pour le Développement ».

Tab. 27. Evolution de l'acquisition de la nationalité italienne par année et par pays d'origine en nombre et en %

Année	2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Pays les plus représentés	nombre	nombre	nombre	nombre	%	%	%	%
Toutes nationalités	65383	100712	129887	178035	100,00	100,00	100,00	100,00
Albanie	9493	13671	21148	35134	14,52	13,57	16,28	19,73
Anciens pays Yougoslavie				5455				3,06
Romanie	3272	4386	6442	14403	5,00	4,35	4,96	8,09
Ukraine	1580				2,42			
Egypte		2130	3138	4422		2,11	2,42	2,48
Ghana		2838	3700			2,82	2,85	
Maroc	14728	25421	29025	32448	22,53	25,24	22,35	18,23
Sénégal		2263	4037			2,25	3,11	
Tunisie	2555	3521	4411	5585	3,91	3,50	3,40	3,14
Bangladesh	1460	3511	5323	5953	2,23	3,49	4,10	3,34
Inde	2366	4863	5015	6176	3,62	4,83	3,86	3,47
Pakistan	1522	3532	4216	5617	2,33	3,51	3,25	3,15
Brazil	1442				2,21			
Pérou	1589			5503	2,43			3,09
Autres pays	25376	34576	43432	57339	38,81	34,33	33,44	32,21

Source : Site Istat.it, 2017.

Par contre, le nombre de Marocains naturalisés en absolu augmente d'une année à l'autre passant de 14 728 en 2012 à 32 448 en 2015, soit un accroissement de 120%.

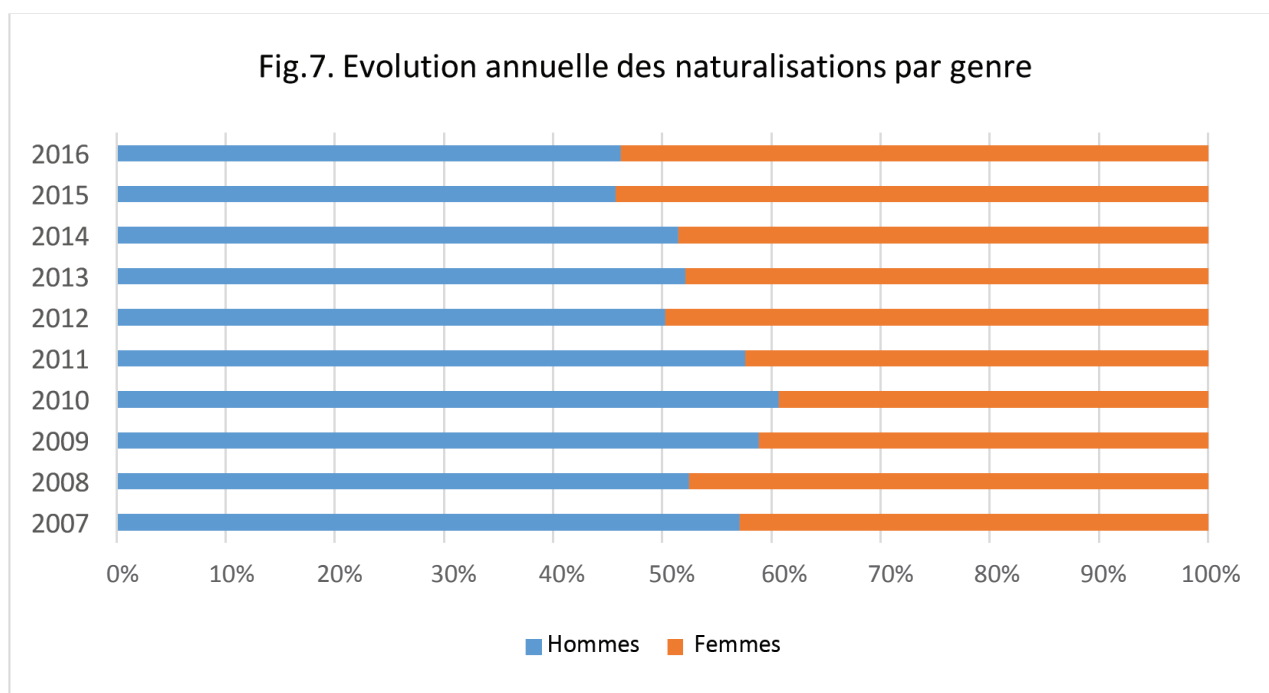
Plus de 46 % des naturalisations sont attribuées aux Marocaines, ce qui conforte l'évolution vers la sédentarisation de cette population.

Tab. 28. Evolution des naturalisations par genre

Année	Homme	Femme	%	Total
2007	18 387	13 829	42,93	32 216
2008	17 270	15 659	47,55	32 929
2009	22 268	15 548	41,11	37 816
2010	39 437	25 529	39,30	64 966
2011	17 858	13 142	42,39	31 000
2012	10 853	10 732	49,72	21 585
2013	13 283	12 201	47,88	25 484
2014	10 498	9 880	48,48	20 378
2015	7 896	9 385	54,31	17 281
2016	8 085	9 408	53,78	17 493

Source : Site Istat.it, 2017.

Fig.7. Evolution annuelle des naturalisations par genre



Source : Site Istat.it, 2017.

Tab. 29. Evolution de la répartition des Marocains naturalisés par région de résidence (en nombre)

Année	2012	2013	2014	2015
Italie (Total des Marocains naturalisés)	14 728	25 421	29 025	32 448
Nord-Ouest	6070	11 786	13 660	14 254
Nord-Est	5222	9083	10 101	11 599
Centre (I)	2421	3117	3329	4204
Sud	664	875	208 1	1567
Iles	351	560	727	824

Source : Site Istat.it, 2017.

Tab. 30. Evolution de la répartition des Marocains naturalisés par région de résidence (en %)

Année	2012	2013	2014	2015
Italie	100	100	100	100
Nord-Ouest	41	46	47	44
Nord-Est	35	36	35	36
Centre	16	12	11	13
Sud	5	3	4	5
Iles	2	2	3	3

Source : Site Istat.it, 2017.

Les régions de prédilection des Marocains pour s'installer sont essentiellement le Nord-Ouest (44% en 2015) et le Nord-Est (36% en 2015).

Tab. 31. Evolution de la répartition des Marocains nationalisés par province de résidence

Année	2012	2013	2014	2015
Région				
Italie	14 728	25 421	29 025	32 448
Nord-ouest	6070	11 786	13 660	14 254
Piemonte	2464	4784	4694	4786
Valle d'Aosta / Vallée d'Aoste	180	139	228	290
Liguria	247	450	761	995
Lombardia	3179	6413	7977	8183
Nord-est	5222	9083	10 101	11 599
Trentino Alto Adige / Südtirol	340	557	587	702
Provincia Autonoma Bolzano / Bozen				
Provincia Autonoma Trento				
Veneto	2280	3876	4523	4964
Friuli-Venezia Giulia	77	169	258	289
Emilia-Romagna	2525	4481	4733	5644
Centro (I)	2421	3117	3329	4204
Toscana	895	1260	1230	1794
Umbria	200	324	467	573
Marche	961	1022	930	1225
Lazio	365	511	702	612
Sud	664	875	1208	1567
Abruzzo	166	147	225	354
Molise	9	9	39	58
Campania	172	153	315	443
Puglia	153	183	186	206
Basilicata	22	32	37	68
Calabria	142	351	406	438
Isole	351	560	727	824
Sicilia	246	365	531	612
Sardegna	105	195	196	212

Source : Site Istat.it, 2017.

2.8. Evolution du type de séjour

Les premières vagues de Marocains qui se sont installés en Italie étaient principalement des ouvriers agricoles et des vendeurs ambulants. Ils ont été suivis par d'autres catégories de travailleurs, appartenant tous à des secteurs qui n'avaient pas besoin de main-d'œuvre spécialisée : bâtiment, petite industrie, agriculture, services de nettoyage, pompes à essence, commerce. Des étudiants sont arrivés à leur tour, attirés par les universités italiennes.

Achevé le processus de stabilisation de ces premières installations, dont furent protagonistes aussi bien des travailleurs salariés que des travailleurs indépendants, on assiste à partir de la fin des années 90 à une augmentation des regroupements familiaux.

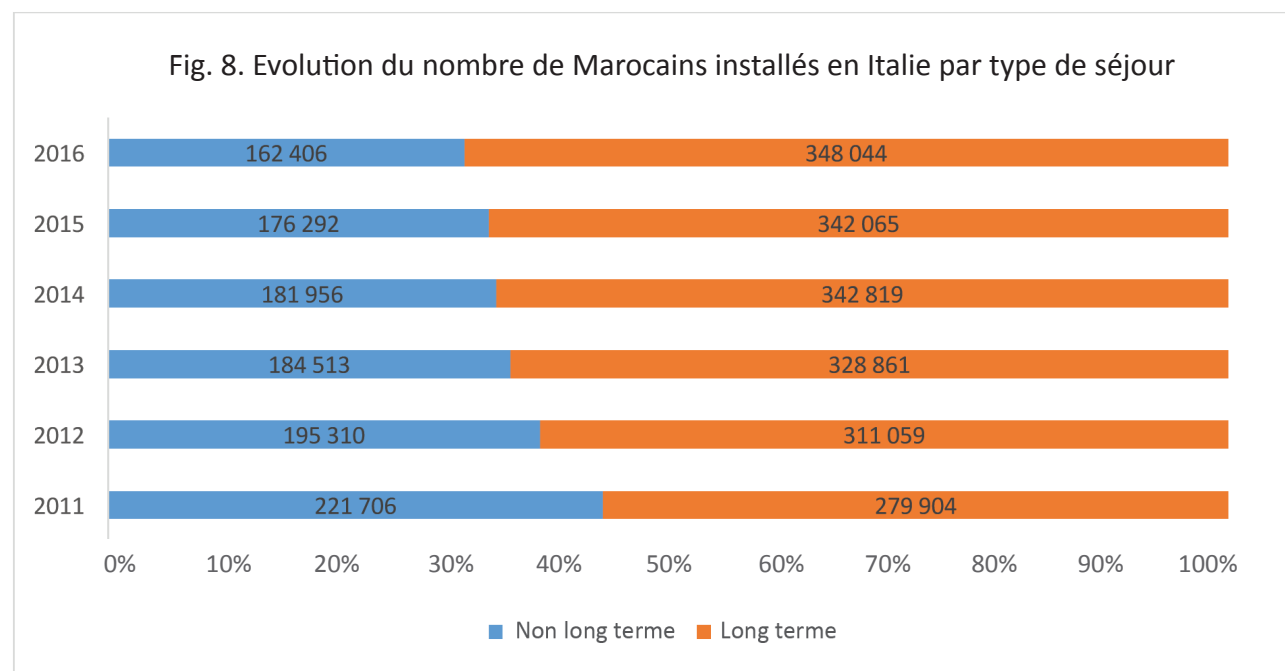
Ceci se vérifie quand on analyse les données sur l'évolution du type de séjour enregistrée dernièrement. En effet, à partir de 2012, les Marocains choisissent de plus en plus de s'installer durablement en Italie. En effet, une nette augmentation de long séjour a été enregistrée puisque on passe de 56 % en 2011 à 68% en 2016.

L'analyse des données à partir de 2012 montre que les Marocains choisissent de plus en plus de s'installer durablement en Italie. En effet, une nette augmentation des types de séjour long a été enregistrée puisque on passe de 56 % en 2011 à 68% en 2016. A signaler que dans les années 90, l'immigration marocaine en Italie était essentiellement temporaire.

Tab. 32. Evolution du type de séjour

Année	Non long terme	Long terme	Long terme %	Total
2007	NA	NA	NA	
2008	NA	NA	NA	388 084
2009	NA	NA	NA	441 137
2010	NA	NA	NA	475 202
2011	221 706	279 904	56	501 610
2012	195 310	311 059	61	506 369
2013	184 513	328 861	64	513 374
2014	181 956	342 819	65	524 775
2015	176 292	342 065	66	518 357
2016	162 406	348 044	68	510 450

Source : Site Istat.it, 2017.



Source : Site Istat.it, 2017.

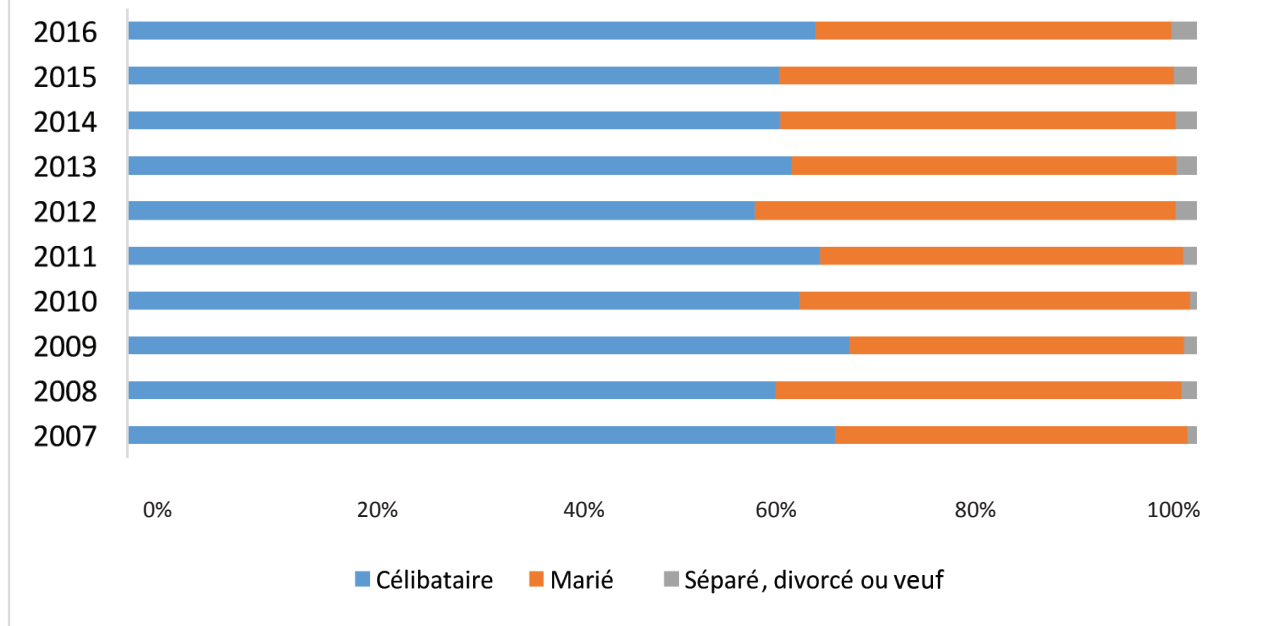
L'analyse de la situation familiale montre que plus 60% des nouveaux arrivants annuellement sont célibataires, contre un peu moins de 40% qui arrivent déjà mariés.

Tab. 33. Evolution de la situation familiale des nouveaux arrivants

Année	Célibataire	Marié (e)	Séparé (e), divorcé (e) ou veuf (ve)	Total
2007	21 321	10 610	285	32 216
2008	19 931	12 510	488	32 929
2009	25 522	11 827	467	37 816
2010	40 836	23 672	458	64 966
2011	20 078	10 520	402	31 000
2012	12 662	8487	436	21 585
2013	15 815	9174	495	25 484
2014	12 431	7529	418	20 378
2015	10 537	6366	378	17 281
2016	11 240	5827	426	17 493

Source : Site Istat.it, 2017.

Fig. 9. Evolution de la situation familiale



Source : Site Istat.it 2017

Conclusions

L'analyse des flux migratoires montre que le nombre des migrants continuera à augmenter, en raison :

- des opportunités économiques plus importantes ;
- de la transition démographique des pays développés caractérisée par une population vieillissante.

Pour les pays d'origine, ceci constitue une opportunité, vu :

- les retombées positives des transferts croissants des salaires ;
- l'éventuel transfert des compétences et des connaissances.

Ceci doit être accompagné par un accès des migrants et de leurs familles aux programmes sociaux des pays d'accueil. Néanmoins, l'un des problèmes qui continue de se poser avec acuité est la portabilité des droits à la protection sociale.

L'absence de portabilité des droits des prestations de sécurité sociale à long terme peut dissuader les ressortissants des pays d'origine à envisager la migration de retour.

Certains Etats encouragent la migration de retour afin de souligner la nature temporaire de l'immigration. Par conséquent, le travailleur migrant, certain de retourner dans son pays d'origine, choisit de ne pas payer des cotisations de sécurité sociale et participe ainsi au renforcement du secteur informel de ce pays.

Avec les facilités actuelles des moyens de communication et de transport, les migrants effectuent plus souvent des retours temporaires à leur pays d'origine, le ratio actuel de la migration de retour au niveau de pays d'Afrique du Nord est estimé autour de 30%.

Certains mécanismes freinent l'accès aux prestations ; ainsi le droit au regroupement familial est conditionné aussi par le revenu ce qui réduit la possibilité du travailleur migrant à revendiquer une aide sociale. De plus, la demande de bénéfice de prestations sociales dans certains pays de résidence exige un revenu minimum et un logement adéquat.

En l'absence d'accords bilatéraux, l'accès aux prestations de sécurité sociale et la portabilité des droits dans le pays d'origine peut se réaliser selon **quatre mécanismes** :

- Le régime de protection nationale du pays de résidence détermine la possibilité et les modalités d'accès aux prestations après le retour dans le pays d'origine ;
- Le régime permet aux migrants de prendre ailleurs des dispositions pour des prestations à long terme, en participant par exemple à des régimes d'assurance vieillesse auprès de compagnies privées ou auprès du régime public de retraite de leur pays d'origine (Philippine, Mexique) ;
- L'Etat développe des partenariats régionaux comme l'Accord Euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et le Maroc (article 65) ;
- Les dispositions légales internationales relatives à la protection sociale des migrants internationaux. La Convention de l'OIT No. 157 de 1982 sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale vise spécifiquement à améliorer la transférabilité, mais elle n'a été ratifiée que par trois Etats, à savoir les Philippines, l'Espagne et l'Allemagne.

En résumé, pour que la migration de retour ne soit pas entravée par l'absence de mécanismes de portage des droits, il faudrait atteindre les objectifs suivants :

Objectif 1 : Pas de désavantage de prestation en matière de pensions et de soins de santé pour les migrants et leurs dépendants. Les mouvements entre les pays d'accueil ou le retour dans les pays d'origine ne doivent pas aboutir à une réduction des prestations de pensions ou à des lacunes de couverture médicale par rapport au séjour dans un seul pays.

Objectif 2 : Neutralité fiscale pour les pays d'accueil et d'origine.

Objectif 3 : Simplification administrative au niveau des caisses de liaison impliquant une facilité pour les migrants pour faire valoir leur droit.

Enfin, nos **recommandations** s'articulent comme suit :

A court terme :

- Etudier la possibilité de permettre aux MRE de souscrire à l'assurance volontaire au niveau de la CNSS ou au Ramed selon les possibilités financières afin de pouvoir bénéficier d'une protection sociale au Maroc ;
- Associer le Patronat marocain pour développer une stratégie afin d'aboutir à la reprise des discussions avec l'Italie ;
- Se faire accompagner par le BIT afin d'explorer toutes les solutions possibles pour offrir une protection sociale aux MRE résidents en Italie ;

A moyen terme :

- Créer une caisse ou un organisme qui couvre les MRE résidents dans les pays non signataires d'une convention de sécurité sociale avec le Maroc (à l'image des cas du Mexique et des Philippines).

Bibliographie

- Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part. Signé à Bruxelles le 26 février 1996.
- Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger. 2013. L'évaluation et l'extension de la protection sociale des travailleurs marocains à l'étranger - phase I.
- OIM 2010. Cartographie des flux migratoires des Marocains en Italie. Projet « Migration, retours : ressources pour le développement (*par : Mohamed Mghari et Mohamed Fassi Fihri*).
- Robert Holzmann, Johannes Koettl et Taras Chernetsk, 2008. Régimes de transférabilité des pensions et des prestations de soins de santé des migrants internationaux : une analyse des enjeux et des bonnes pratiques. Ed. Banque Mondiale.
- Site Cleiss (Caisse de liaison / France).
- Site INPS (Caisse de liaison / Italie).
- Site Istat.it (Italie).

Annexe

Tab. 34. Répartition des Marocains installés en Italie par province et par région

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Italie	388 084	441 137	475 202	501 610	506 369	513 374	524 775	518 357	510 450	454 817
1. Nord-Ovest (*)	164 011	188 331	200 084	209 958	211 781	214 231	217 272	212 216	208 801	182 137
1.1 Piemonte	56 400	64 381	67 383	71 237	70 923	71 852	72 021	70 921	69 193	59 796
Torino	25 005	29 251	30 357	32 384	32 830	32 987	33 193	32 854	32 291	28 146
Vercelli	3 379	3 590	3 637	3 712	3 563	3 551	3 495	3 384	3 188	2 898
Novara	4 931	6 050	6 342	6 712	6 519	6 598	6 532	6 345	6 186	5 377
Cuneo	9 632	10 526	10 992	11 503	11 516	11 636	11 866	11 860	11 576	9 779
Asti	3 135	3 330	3 595	3 790	3 732	3 784	3 577	3 535	3 240	2 745
Alessandria	5 547	6 226	7 099	7 635	7 440	7 933	8 013	7 868	8 029	6 767
Biella	3 562	3 949	3 853	3 974	3 824	3 862	3 803	3 572	3 234	2 767
Verbano-Cusio-Ossola	1 209	1 459	1 508	1 527	1 499	1 501	1 542	1 503	1 449	317
1.2.Valle d'Aosta / Val-lée d'Aoste	2 102	2 294	2 460	2 449	2 564	2 552	2 432	2 300	2 128	1 817
Valle d'Aosta / Val-lée d'Aoste	2 102	2 294	2 460	2 449	2 564	2 552	2 432	2 300	2 128	817
1.3.Liguria	10 883	12 229	13 637	14 182	14 761	15 125	16 118	16 105	16 351	15 551
Imperia	1 818	2 183	2 374	2 537	2 647	2 723	2 816	2 758	2 802	2 687
Savona	2 633	2 894	3 215	3 223	3 444	3 518	3 744	3 845	3 901	3 658
Genova	4 571	5 153	5 776	6 145	6 281	6 406	6 997	6 906	7 070	6 737
La Spezia	1 861	1 999	2 272	2 277	2 389	2 478	2 561	2 596	2 578	2 469
1.4. Lombar-dia	94 626	109 427	116 604	122 090	123 533	124 702	126 701	122 890	121 129	104 973
Varese	8 947	9 475	9 782	10 411	10 553	10 134	10 448	10 523	10 036	8 702
Como	4 012	5 040	5 838	5 892	5 840	5 956	6 380	5 832	5 842	4 890
Sondrio	1 792	2 124	2 188	2 274	2 346	2 383	2 459	2 422	2 432	2 195
Milano	21 692	25 280	26 336	28 515	30 039	31 015	32 530	32 304	31 982	28 157
Bergamo	17 106	20 676	22 878	23 956	24 130	25 018	24 605	23 836	24 126	20 599
Brescia	19 778	21 820	23 085	23 210	22 800	22 358	21 745	20 520	19 802	16 691
Pavia	3 574	4 281	4 903	4 991	5 023	4 984	5 279	5 283	5 023	4 339
Cremona	4 696	5 186	5 202	5 482	5 596	5 704	5 839	5 573	5 399	4 714
Mantova	7 016	8 602	8 630	9 169	9 114	8 975	8 897	8 490	8 464	7 394
Lecco	3 655	4 250	4 831	5 177	5 067	5 149	5 394	5 104	5 155	4 684
Lodi	2 358	2 693	2 931	3 013	3 025	3 026	3 125	3 003	2 868	2 608
2. Nord-Est	127 140	143 702	150 573	160 345	161 270	160 892	163 185	159 666	154 490	133 810
2.1.Trentino Alto Adige/ Südtirol	7 906	8 866	8 857	9 218	9 074	9 168	9 180	9 058	8 934	7 797
2.2. Provincia Autonoma Bolzano / Bozen	3 251	3 628	3 604	3 721	3 927	..	4 175	4 175	4 168	3 747
Bolzano / Bozen	3 251	3 628	3 604	3 721	3 927	4 016	4 175	4 175	4 168	3 747
Provincia Autonoma Trento	4 655	5 238	5 253	5 497	5 147	..	5 005	4 883	4 766	4 050

Trento	4 655	5 238	5 253	5 497	5 147	5 152	5 005	4 883	4 766	4 050
2.3. Veneto	51 994	59 838	62 298	65 976	66 094	66 522	67 824	65 991	63 426	53 764
Verona	13 021	15 412	16 710	18 067	18 337	18 169	18 404	18 119	17 348	14 453
Vicenza	7 754	8 354	8 804	9 556	9 018	9 478	9 560	8 907	8 417	6 681
Belluno	1 929	2 125	2 160	2 277	2 204	2 196	2 208	2 069	1 974	1 654
Treviso	10 968	12 331	12 761	13 257	13 833	13 501	13 514	13 058	12 561	10 263
Venezia	4 264	4 843	5 058	5 392	5 363	5 285	5 636	5 560	5 406	4 921
Padova	10 949	13 003	12 855	13 408	13 043	13 401	13 884	13 670	13 296	11 715
Rovigo	3 109	3 770	3 950	4 019	4 296	4 492	4 618	4 608	4 424	4 077
2.4. Friuli-Venezia Giulia	3 495	3 819	4 143	4 464	4 479	4 575	4 651	4 657	4 543	4 049
Udine	1 678	1 865	1 998	2 097	2 066	2 117	2 156	2 158	2 097	1 874
Gorizia	276	341	361	402	405	425	464	488	513	455
Trieste	146	169	192	202	218	247	233	248	220	218
Pordenone	1 395	1 444	1 592	1 763	1 790	1 786	1 798	1 763	1 713	1 502
2.5. Emilia-Romagna	63 745	71 179	75 275	80 687	81 623	80 627	81 530	79 960	77 587	68 200
Piacenza	3 781	3 892	4 272	4 828	4 860	4 898	5 040	5 066	4 778	4 142
Parma	4 421	4 550	5 275	5 833	5 332	5 309	5 512	5 340	5 235	4 598
Reggio nell'Emilia	10 019	11 481	11 773	12 212	12 424	12 299	12 283	11 944	11 211	9 167
Modena	17 149	19 159	19 944	21 820	21 634	21 384	21 576	21 169	20 842	18 506
Bologna	13 401	14 512	15 056	15 999	16 400	15 778	15 839	15 712	15 362	13 770
Ferrara	3 532	4 054	4 584	4 876	5 591	5 293	5 329	5 105	5 032	4 523
Ravenna	4 877	5 726	5 912	6 089	6 356	6 337	6 429	6 212	5 959	5 274
Forlì-Cesena	5 226	5 979	6 312	6 763	6 668	6 824	6 840	6 660	6 486	5 793
Rimini	1 339	1 826	2 147	2 267	2 358	2 505	2 682	2 752	2 682	2 427
3. Centro (I)	53 704	62 068	68 267	70 555	70 758	72 512	74 291	74 321	72 954	67 695
3.1.Toscana	24 114	27 384	29 746	31 078	30 789	31 651	32 756	33 316	32 954	30 549
Massa-Carrara	1 531	1 794	1 988	2 005	2 244	2 165	2 400	2 506	2 482	2 312
Lucca	2 997	3 455	4 216	4 487	4 239	4 246	4 661	4 641	4 827	4 606
Pistoia	2 306	2 627	2 683	2 782	2 825	2 902	3 005	2 961	3 069	2 892
Firenze	6 110	6 769	7 450	8 011	7 606	7 977	7 979	8 326	8 017	7 570
Livorno	1 735	2 051	2 184	2 259	2 339	2 453	2 546	2 616	2 625	2 461
Pisa	3 183	3 730	3 898	4 046	4 108	4 293	4 387	4 379	4 189	3 849
Arezzo	1 984	2 181	2 228	2 224	2 347	2 338	2 322	2 351	2 187	1 829
Siena	984	1 195	1 210	1 255	1 304	1 346	1 361	1 358	1 341	1 188
Grosseto	1 134	1 251	1 394	1 449	1 517	1 539	1 648	1 660	1 724	1 617
Prato	2 150	2 331	2 495	2 560	2 260	2 392	2 447	2 518	2 493	2 225
3.2. Umbria	6 761	8 535	10 328	10 717	10 397	10 882	10 928	10 662	10 407	9 319
Perugia	6 160	7 871	9 624	9 985	9 609	10 094	10 118	9 865	9 634	8 575
Terni	601	664	704	732	788	788	810	797	773	744
3.3. Marche	12 858	14 908	15 652	16 600	15 864	15 544	15 297	14 708	13 897	12 431
Pesaro e Urbino	4 663	5 243	5 583	5 741	5 267	5 176	4 904	4 525	4 104	3 588
Ancona	2 017	2 600	2 911	3 139	3 029	3 040	3 096	3 118	2 975	2 685
Macerata	2 325	2 760	2 826	3 065	3 007	2 942	2 930	2 805	2 690	2 437
Ascoli Piceno	3 853	4 305	4 332	4 655	4 561	4 386	4 367	4 260	4 128	3 721

3.4. Lazio	9 971	11 241	12 541	12 160	13 708	14 435	15 310	15 635	15 696	15 396
Viterbo	1 026	1 090	1 154	1 222	1 225	1 275	1 291	1 249	1 252	1 235
Rieti	324	340	381	391	387	381	434	407	386	353
Roma	6 353	7 140	8 113	7 562	8 979	9 527	10 130	10 488	10 545	10 255
Latina	970	1 110	1 167	1 263	1 287	1 377	1 477	1 527	1 553	1 554
Frosinone	1 298	1 561	1 726	1 722	1 830	1 875	1 978	1 964	1 960	1 999
4. Sud	30 465	33 297	40 309	43 804	45 124	47 711	51 042	53 024	54 991	52 929
4.1.Abruzzo	4 287	4 808	5 774	6 564	6 532	7 085	7 434	7 985	8 150	7 884
L'Aquila	2 198	2 332	2 845	3 538	3 390	3 745	4 026	4 369	4 532	4 358
Teramo	1 126	1 391	1 628	1 700	1 723	1 818	1 897	1 951	1 991	1 924
Pescara	304	366	452	472	486	552	565	627	629	580
Chieti	659	719	849	854	933	970	946	1 038	998	1 022
4.2.Molise	897	984	1 089	1 127	1 123	1 201	1 313	1 258	1 300	1 295
Campobasso	624	688	724	765	761	840	922	866	916	919
Isernia	273	296	365	362	362	361	391	392	384	376
4.3.Campania	9 716	10 477	13 182	14 721	15 688	16 770	18 111	19 195	20 205	19 115
Caserta	1 802	2 136	3 006	3 136	3 396	3 289	3 775	3 844	3 821	3 450
Benevento	464	535	657	645	601	674	682	726	701	788
Napoli	2 385	2 522	3 088	3 505	4 241	4 278	4 554	4 776	5 229	5 141
Avellino	886	836	1 000	995	1 024	1 079	1 062	1 077	1 106	1 068
Salerno	4 179	4 448	5 431	6 440	6 426	7 450	8 038	8 772	9 348	8 668
4.4. Puglia	5 827	6 498	7 785	8 032	8 020	8 547	9 215	9 352	9 621	9 709
Foggia	1 160	1 438	2 026	1 928	2 124	2 226	2 524	2 583	2 919	2 967
Bari	2 040	2 259	2 622	2 697	2 623	2 796	2 900	2 861	2 603	2 706
Taranto	319	378	481	491	519	530	591	607	645	675
Brindisi	532	575	614	674	739	789	861	887	933	939
Lecce	1 776	1 848	2 042	2 242	2 015	2 206	2 339	2 414	2 521	2 422
4.5. Basilicata	1 166	1 268	1 411	1 461	1 483	1 566	1 652	1 653	1 663	1 596
Potenza	692	747	824	858	852	914	947	942	934	885
Matera	474	521	587	603	631	652	705	711	729	711
4.6.Calabria	8 572	9 262	11 068	11 899	12 278	12 542	13 317	13 581	14 052	13 330
Cosenza	1 856	2 262	2 713	2 918	2 907	2 956	2 944	3 213	3 263	3 099
Catanzaro	2 611	2 764	3 172	3 347	3 389	3 714	3 929	4 116	4 359	4 374
Reggio di Calabria	2 704	2 802	3 492	3 962	4 200	4 045	4 539	4 476	4 706	4 114
Crotone	533	585	722	716	816	812	868	863	848	839
Vibo Valentia	868	849	969	956	966	1 015	1 037	913	876	904
5.Isole	12 764	13 739	15 969	16 948	17 436	18 028	18 985	19 130	19 214	18 246
5.1. Sicilia	8 978	9 655	11 584	12 618	12 754	13 338	14 172	14 373	14 548	13 792
Trapani	557	628	759	871	796	922	1 042	1 044	1 078	1 118
Palermo	1 375	1 488	2 066	2 245	2 199	2 395	2 508	2 430	2 484	1 902
Messina	2 051	2 135	2 351	2 698	3 032	3 167	3 477	3 529	3 450	3 333
Agrigento	1 116	1 153	1 409	1 578	1 468	1 513	1 647	1 701	1 579	1 550
Caltanissetta	1 178	1 256	1 389	1 452	1 399	1 358	1 400	1 349	1 353	1 264
Enna	223	257	280	275	285	310	319	349	361	378
Catania	911	974	1 014	1 048	1 104	1 158	1 164	1 226	1 272	1 213
Ragusa	797	872	1 155	1 227	1 179	1 161	1 161	1 199	1 393	1 376
Siracusa	770	892	1 161	1 224	1 292	1 354	1 454	1 546	1 578	1 658

5.2.Sardegna	3 786	4 084	4 385	4 330	4 682	4 690	4 813	4 757	4 666	4 454
Sassari	1 494	1 705	1 755	1 744	1 961	1 945	2 074	1 968	1 937	1 786
Nuoro	918	955	1 028	1 034	1 032	1 075	1 057	1 069	1 038	1 043
Cagliari	1 098	1 130	1 284	1 241	1 361	1 332	1 344	1 389	1 360	1 302
Oristano	276	294	318	311	328	338	338	331	331	323

Source : Site Istat.it 2017

(*) Numérotation rajoutée par l'auteur pour mettre en avant le découpage territorial (Régions et Provinces).

Table des matières

Sommaire	3
Sigles et abréviations	5
Introduction	7
1. Conventions internationales signées par le Maroc	7
1.1. Notions générales	7
1.2. Genèse et cycle de vie d'une convention	9
1.3. Conventions signées par le Maroc : état des lieux	10
1.4. Organisme de liaison	12
1.5. Etat des lieux des conventions signées par le Maroc	13
1.6. Assurés inscrits au niveau de la CNSS	14
1.7. Les prestations	15
1.8. Système de sécurité sociale en Italie	16
1.9. Situation de la convention Maroc-Italie	18
1.10. Principales conventions signées par l'Italie avec les pays hors UE	20
1.11. La convention de sécurité sociale Italie-Tunisie	20
2. Migration marocaine en Italie	21
2.1. Origine géographique des Marocains résidents en Italie	21
2.2. Evolution de la migration des Marocains en Italie	24
2.3. Répartition de la communauté marocaine en Italie (par régions et provinces)	25
2.4. Structure par sexe	29
2.5. Structure par âge	30
2.6. Motif de transfert de résidence	32
2.7. Opérations de régularisation	33
2.8. Evolution du type de séjour	37
Conclusions	39
Bibliographie	41
Annexe	43
Table des matières	47





PROMIG-FES (2017-2020)

Fondation Friedrich Ebert - Bureau de Tunisie

4, rue Bachar Ibn Bord

2078 La Marsa - Corniche

Tél. : (+216) 71 77 53 43

E-mail : promig@fes-tunisia.org

www.fes-mena.org

Fondation Friedrich Ebert - Bureau Maroc

B.P. 1769

9 Rue Hamza

10080 Agdal Rabat

Tél. : (+212) 537 67 50 57

E-mail : fes@fes.org.ma